

***l'Anti*capitaliste**

n°472 | 18 avril 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

GILETS JAUNES, ÉDUCATION, SANTÉ, RETRAITES...

STOPPER

LA RÉPRESSION

ÉTENDRE

LES MOBILISATIONS

CONVERGER

CONTRE MACRON



Dossier

ALGÉRIE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le racisme d'État pris en flag'
Page 2

PREMIER PLAN

Notre-Dame: les conséquences tragiques d'une politique incendiaire
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Wikileaks: pour les droits démocratiques, contre l'extradition de Julien Assange!
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Isabelle Garo
Page 12



édito

Par JOSÉ ROSTIER

Le racisme d'État pris en flag'

Le rapport que Jacques Toubon, Défenseur des droits, vient d'envoyer au procureur de Paris, dénonce le profilage délibérément raciste d'interventions policières à Paris avec des « ordres et consignes discriminatoires », et met en cause la préfecture. Si cette dénonciation a fait un peu les titres de la presse, elle n'a pourtant rien de très surprenant. La pratique de contrôles « au faciès » et de discriminations et violences régulières envers des personnes racisées est largement connue à qui daigne s'y intéresser... ou doit les subir lui-même, que ce soit dans les quartiers populaires, les transports en commun, les gares, etc. Dans le cas dénoncé par Toubon, il s'agit d'actes illégaux commandités en haut lieu, et appliqués largement par la DSPAP (Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne). Les cibles prioritaires semblent en avoir été les personnes Roms d'Europe de l'Est, dont on sait qu'elles sont particulièrement harcelées par la police nationale comme par beaucoup de polices municipales. Non seulement le droit à un toit, voire à la scolarisation de leurs enfants, leur est en général dénié, mais on cherche aussi à les faire disparaître des paysages urbains en les obligeant à vivre cachées, et elles sont donc d'autant plus fragilisées. Les autres cibles des agissements dénoncés par Jacques Toubon sont des personnes désignées, dans une note interne à la police, comme « bandes de Noirs et Nord-Africains » : voilà qui démontre encore comment migrantEs et jeunes des quartiers populaires sont les victimes permanentes d'un racisme d'État qui apparaît ici dans toute sa crudité. Mais ce rapport a aussi l'intérêt de dénoncer des faits précis datant de 2014. Il nous rappelle ainsi que les violences policières et la négation des principes d'un État de droit ne datent pas de Macron et de sa dérive ultra autoritaire. Qu'elles ne se réduisent pas à la répression actuelle des manifestations mais sont, pour les populations victimes de racisme institutionnel, profondément ancrées dans l'histoire coloniale et néocoloniale de l'État français. La lutte pour les droits démocratiques, contre l'État autoritaire et policier qui se renforce est ainsi indissolublement liée à la lutte contre le racisme d'État. Deux thématiques qui doivent rester centrales dans nos luttes sociales au quotidien.

BIEN DIT

Ce jour [samedi 13 avril] il a été demandé à des médecins urgentistes de l'hôpital public de signaler nominativement les patients Gilets jaunes reçus aux urgences. Cela est potentiellement gravissime. [...] Il n'est pas possible de demander aux médecins de participer à un fichage des malades.

JÉRÔME MARTY, président du syndicat de médecins UFM-L-S, Twitter, 13 avril 2019.

À la Une

Stopper la répression, étendre les mobilisations, converger contre Macron

Pour certains éditorialistes, ce devait être un « tournant » dans le quinquennat de Macron. Mais l'allocution télévisée du président n'a pas eu lieu, et ce sont les images de l'incendie de Notre-Dame qui ont, durant plusieurs heures, envahi les écrans. Certains ont cru bon, notamment du côté de la majorité, de vouloir décréter une « trêve » politique, au nom de « l'unité nationale ». Comme si toutes les occasions étaient bonnes pour gagner un peu de temps face à une contestation sociale protéiforme et inédite à laquelle on sait que le gouvernement, même si l'on ne connaît pas à l'heure où ces lignes sont écrites les mesures précises que Macron entendait annoncer, n'accordera au mieux que quelques miettes à la population, sans revenir sur son projet antisocial global.

L'acte 23 des Gilets jaunes, qui se déroulera le samedi 20 avril, correspondra au début du sixième mois d'un mouvement qui n'en finit pas de nous surprendre. L'acte 22, organisé le samedi 13, a en effet été de nouveau l'occasion d'une mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de personnes à l'échelle nationale, avec des chiffres plus élevés, de l'aveu même du ministère de l'Intérieur, que la semaine précédente. Le face-à-face se poursuit donc entre, d'une part, un gouvernement qui refuse de faire la moindre concession et qui a confirmé, le week-end dernier, sa politique de tout-répressif et, d'autre part, d'importantes fractions des classes populaires qui, depuis qu'elles ont fait irruption sur la scène sociale et politique à la mi-novembre, n'entendent pas renoncer à se faire entendre. Une situation sociale et politique inédite, avec un climat de contestation globale maintenu, une forte remise en cause de la légitimité du pouvoir, mais aussi des difficultés à faire des sauts quantitatifs et qualitatifs dans la mobilisation, et dès lors une macronie qui, bien que fragilisée, compte bien garder le cap de son offensive généralisée contre le monde du travail et les classes populaires.

Indécence de Macron et des siens

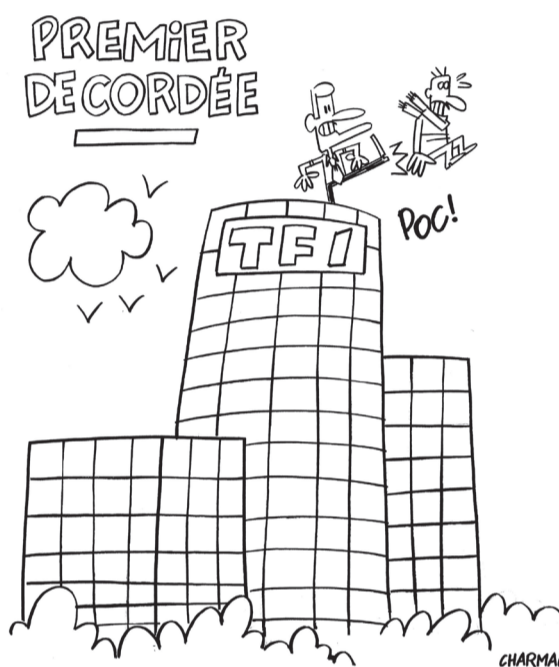
À bien des égards, la « séquence » Notre-Dame donne raison à celles et ceux qui s'insurgent contre le gouvernement Macron et sa politique au service des grandes entreprises et des grandes fortunes, mais aussi plus largement contre les dogmes ultralibéraux et l'arrogance des riches. Il y avait ainsi quelque chose d'indécence à voir Macron rendre hommage aux centaines de pompiers mobilisés pour éteindre l'incendie de la cathédrale alors que l'on sait que son gouvernement, au nom des « économies » et de la nécessité de financer les « baisses d'impôts », organise une véritable saignée dans les services publics, y compris ceux qui permettent de sauver des vies, comme à l'hôpital.

Indécence également devant la mise en scène de ces grandes fortunes, de Pinault à Arnault en passant par Bouygues, feignant la générosité alors qu'ils n'ont eu de cesse, ces dernières années, de bénéficier de toujours plus d'allègements fiscaux, que les dons qu'ils annoncent seront défiscalisés à hauteur de 60, 66, voire 90 %, et que ces centaines de millions qu'ils semblent trouver comme par magie ne sont jamais disponibles lorsqu'il s'agit d'augmenter les salaires ou tout simplement... de payer leurs impôts. Indécence enfin face à ces discours prônant « l'unité de la nation » ou évoquant la « douleur partagée » lorsqu'ils viennent des mêmes qui chaque semaine envoient leurs flics

réprimer, blesser, mutiler, pour faire taire celles et ceux qui ont l'audace de manifester pour revendiquer des droits élémentaires.

L'heure est toujours à la lutte

On peut être resté insensible devant les images de l'incendie de Notre-Dame, ou avoir au contraire éprouvé de fortes émotions en assistant à la destruction de ce monument historique. Mais les fallacieux appels à l'unité, les hypocrites déclarations d'amour pour les services publics ou la vraie-fausse générosité des rapaces du CAC 40 constituent autant d'éléments qui ne peuvent que collectivement nous révolter. *A fortiori* lorsque l'on sait (voir ci-dessous)



que les destructions que peut subir le patrimoine historique, soudain présenté par les gouvernants comme « notre bien le plus précieux », résultent dans la plupart des cas de choix politiques calamiteux et de coupes budgétaires servant à transférer toujours plus d'argent aux plus riches.

N'en déplaise à Macron, le temps n'a pas été suspendu par l'incendie de Notre-Dame, et son attitude comme celle de ses amis milliardaires ne peut que nous encourager à poursuivre une lutte déterminée contre ses politiques. Et ce ne sont pas les quelques informations qui ont opportunément fuité le lendemain de l'incendie qui pourront éteindre la colère, du prétendu « moratoire » sur les fermetures d'écoles et d'hôpitaux alors que ce sont des dizaines, voire des centaines de milliers d'emplois qu'il faudrait créer dans les services publics, à la « baisse des impôts des classes moyennes », quand ce sont des augmentations de salaires, le rétablissement et l'augmentation des impôts pour les plus riches et la suppression des taxes pour les plus pauvres qui sont revendiqués. Pour en finir avec les politiques au service du CAC 40, pour la justice sociale et climatique, contre l'arrogance, le mépris et la répression, la lutte continue. Les actes 23 et 24 des Gilets jaunes, la journée du 1^{er} Mai et la grève du 9 mai, sont autant d'étapes dans la construction de l'élargissement, des convergences, vers le nécessaire mouvement d'ensemble et de grèves qui, seul, pourra faire réellement reculer Macron.

Julien Salingue

NOTRE-DAME

Les conséquences tragiques d'une politique incendiaire

Le lundi 15 avril 2019 restera dans l'histoire comme le jour où Notre-Dame de Paris fut ravagée par les flammes. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'incendie était déclaré maîtrisé. Mais il faudra en réalité attendre plusieurs jours ou semaines pour connaître l'étendue des pertes et dommages, avec l'effondrement de la charpente et de la flèche mais également les conséquences des centaines de litres d'eau déversés pour éteindre les flammes sur la structure et les œuvres n'ayant pu être évacuées. Les travaux de rénovation en cours semblent pointés du doigt, mais les causes exactes de l'incendie restent encore inconnues. Nous pouvons toutefois déjà affirmer que la responsabilité de l'État est largement engagée et que les destructions du 15 avril sont la conséquence d'une politique globale.

Les premières informations délivrées par les pompiers indiquent que « l'ensemble de la toiture est sinistrée, l'ensemble de la charpente est détruite, une partie de la voûte s'est effondrée », sous la chute de la flèche dont les images impressionnantes sont affichées en une de tous les journaux. Cette flèche, ainsi qu'une partie de la toiture et de la charpente, dataient des travaux effectués au 19^e siècle par Viollet-le-Duc, et les parties les plus anciennes de la charpente, surnommée « la forêt » datent quant à elles du 13^e siècle. En s'effondrant, la flèche a emporté une partie de la voûte de pierre de la

cathédrale, mais ne semble pas avoir mis en péril la structure générale. Le pire semble pour l'instant évitée même si les pertes patrimoniales sont inestimables.

Les premières réactions

De très nombreux parisienEs se sont rapidement pressés et rassemblés, très émus, au pied de la cathédrale... Mais les réactions politiques n'ont également pas tardé à se multiplier. Macron le premier, obligé de repousser l'annonce de son grand oral pour jouer les « sauveurs » du patrimoine, de la Nation et de son unité retrouvée (sic)! À sa suite et sur le même thème, ce sont rapidement tous les racistes, fascistes et nationalistes patentés qui se sont succédé pour nous parler du cœur de l'héritage chrétien de la nation (et de la civilisation!) attaquée. Certains versant même dans le complotisme le plus crasse...

Un monde à changer

DRAGUE CHEZ LES CURÉS. Nathalie Loiseau, tête de liste macronienne aux élections européennes, s'est rendue les 14 et 15 avril à la Réunion. Son job est de vendre le bilan présidentiel et la campagne supposée opposer « progressistes » et « populistes ». Sauf que le progressisme en question semble être de noir vêtu, à l'instar des curés de la première moitié du 20^e siècle. Qu'on en juge : le programme officiel de la visite en question indiquait que Mme Loiseau assisterait le 14 avril à la messe des Rameaux à l'église du Saint-Esprit et que cet événement sera ouvert à la presse ! Que l'ancienne ministre se rende à une messe ne regarde qu'elle... à condition qu'elle ne convie pas les caméras !

Devant le tollé déchainé par son initiative, Nathalie Loiseau a dit qu'il s'agissait d'une « erreur humaine » de son entourage. Peut-être, mais en tout cas erreur significative.

Lors de son voyage officiel au Vatican, Emmanuel Macron

avait reçu le titre de chanoine de la Basilique Saint-Jean-de-Latran au Vatican : un titre honorifique, qui revient à chaque président français. Pourtant, tous n'ont pas voulu le recevoir : Georges Pompidou, François Mitterrand et François Hollande avaient ainsi refusé de se prêter à la cérémonie.

L'instrumentalisation du catholicisme est une illustration supplémentaire de la volonté de ce pouvoir de braconner sur le terrain de la droite traditionnelle. Elle est complémentaire de l'autoritarisme policier et judiciaire. La modernité macronienne du début s'est vite estompée.

Et cela reprend le fil d'une vieille histoire : « *Nous allons être gouvernés/Par des mouchards et des gendarmes/Des sabre-peuple et des curés* » dit le chant composé par Jean-Baptiste Clément en juin 1871 après la Commune de Paris, qui s'achevait par la question essentielle : « *À quand enfin la République/De la Justice et du Travail ?* »

SOUDAN Le départ d'al-Béchir ouvre la voie à la chute du régime

Depuis la mi-décembre, un soulèvement populaire a lieu au Soudan contre le régime islamo-militariste en place depuis le coup d'État de 1989, qui a abouti au départ le jeudi 11 avril du président Omar al-Béchir, évincé par l'armée.

Le départ d'al-Béchir constitue indéniablement une première victoire pour le peuple soudanais. Mais la prise du pouvoir par un Conseil militaire de transition formé de hauts gradés, dirigé par le général Abdel Fattah Abdelrahman Burhan, ancien chef de l'armée de terre, est lourde de dangers pour l'avenir.

Première victoire d'un Printemps soudanais

Le départ d'al-Béchir est l'aboutissement d'une mobilisation populaire sans précédent, impulsée par la Sudanese Professionals Association, et soutenue par une opposition unifiée au sein des Forces de la déclaration de la liberté et du changement. Ce mouvement intervient après de nombreuses protestations au cours des dernières années.

L'élément déclencheur de la révolte a été le triplement du prix du pain dans plusieurs villes. Le soulèvement a rapidement pris une tournure politique, avec des mots

d'ordre sur le départ d'al-Béchir et la chute du régime. Dans un contexte de récession économique ces dernières années, avec la fin de la rente pétrolière liée à la sécession du Sud-Soudan, avec une inflation à plus de 70 %, la situation de la majorité de la population s'est détériorée. La crise politique est également d'ampleur, tandis que la corruption atteint des niveaux sans précédent, que le régime détourne massivement l'argent public et entretient un appareil répressif surdimensionné, appuyé par l'armée régulière ainsi que les services de renseignements du NISS et les Rapid Support Forces, une force paramilitaire responsable de nettoyages ethniques et de crimes de guerre au Darfour où le conflit a fait plus de 300 000 morts depuis 2003.

Condamnation du coup d'État militaire

Sous la pression de la rue et tandis que les manifestants font toujours le siège de l'état-major de l'armée,

le nouveau commandement militaire a annulé l'état d'urgence et promis de céder le pouvoir aux civils et à l'issue d'une période de deux ans. « *Ce n'est pas un coup d'État militaire, mais une prise de position en faveur du peuple* », ose déclarer le général Omar Zinelabidine, membre du Conseil militaire. À l'issue d'une rencontre samedi 13 avril avec l'état-major militaire, l'opposition unifiée a exprimé ses revendications : la dissolution du Conseil militaire de transition et son remplacement par un Conseil civil, la dissolution du parti Congrès national, de l'appareil de sécurité ainsi que des milices qui lui sont affiliées, la réforme des institutions économiques, la restructuration des institutions judiciaires et de la fonction publique, l'abrogation des lois consacrant l'oppression des femmes, la libération des prisonniers politiques.

Le Conseil militaire semble en sursis, tant il apparaît illégitime auprès de ceux qui ont risqué leur vie depuis des semaines. Désormais, la

transition politique est sur toutes les lèvres. Reste la question des services de sécurité, le NISS, un État dans l'État contrôlant l'essentiel des richesses économiques. L'Union africaine a condamné le coup d'État des militaires soudanais, exigeant dans un communiqué la remise du pouvoir à un gouvernement civil dans un délai de deux semaines. L'Union européenne et le gouvernement français, fortement engagés dans la collaboration avec Khartoum contre l'immigration, restent silencieux. Les États-Unis, engagés dans une coopération avec le régime soudanais au nom de la lutte contre le terrorisme, ont accepté samedi 13 avril de rencontrer Himeidti, un responsable du Conseil militaire par ailleurs chef de milices janjawids de 20 000 hommes responsables d'exactions au Darfour. Le Printemps soudanais est à un tournant, les prochains jours seront décisifs. La solidarité internationale est aujourd'hui essentielle.

Romain Prunier

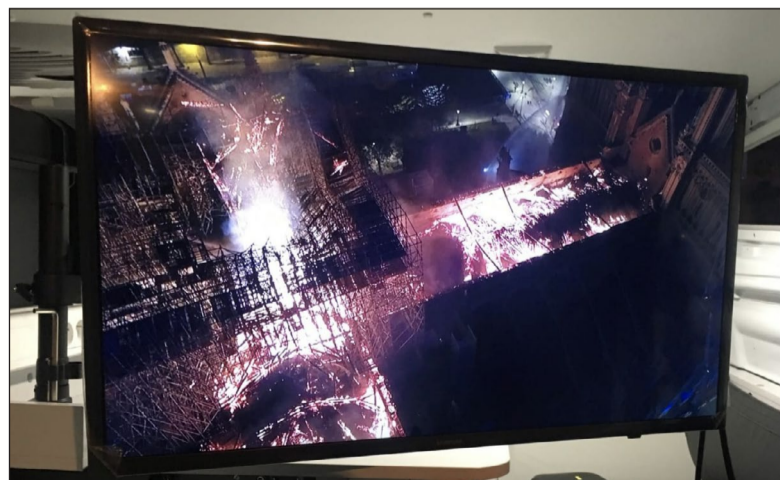
Pouvait-on prévoir ou éviter cela ?

Cet accident met en lumière deux problèmes structurels, qui pointent la responsabilité directe de l'État : d'une part la politique de désinvestissement des gouvernements successifs dans la sauvegarde et l'entretien du patrimoine (comme dans l'ensemble des services publics). D'autre part l'insuffisance des normes de sécurité sur les chantiers patrimoniaux (et sur l'ensemble des chantiers des bâtiments publics). « *Ce qui arrive devait arriver. Le manque d'un réel entretien et d'une attention au quotidien à un édifice majeur est la cause de cette catastrophe. Il ne s'agit pas de chercher des responsables, la responsabilité est complètement collective parce que c'est le monument le plus collectif du pays* », expliquait ainsi J-M Léniat (président du conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine). Désinvestissement financier, manque

de personnel, et un incendie qui n'est pas un événement isolé.

De l'argent il y en a pourtant

À entendre Macron, « *cette cathédrale, nous la rebâtitons tous ensemble* »... Et d'annoncer dans la foulée le lancement d'une « souscription nationale » le mardi 16 avril pour financer les restaurations... La manœuvre est habile, et les gens, sincèrement émus, se pressent déjà pour donner. Mais c'est à l'État de payer ! Nos impôts devraient déjà servir à financer les services publics, y compris celui de la culture et d'un patrimoine accessible à touTEs ! Au lieu de partir en crédits d'impôts pour les plus grandes entreprises... Car cet accident est aussi l'occasion de se rappeler que le financement de la culture et du patrimoine est de loin une des meilleures niches financières que les capitalistes puissent trouver. Les mécènes se précipitent d'ailleurs



POMPIERS DE PARIS

déjà : 200 millions pour LVMH et la famille Arnault, 100 millions pour Pinault qui passe presque pour un petit joueur, 100 millions pour Total... Cette fois, pas de vies humaines directement en jeu face aux intérêts

financiers (comme c'est pourtant souvent le cas), mais malgré tout l'un de nos biens collectifs les plus précieux... encore une fois sacrifié pour des économies de bouts de chandelle.

Manon Boltansky

Le chiffre

61,9%

C'est la proportion d'étudiantes en médecine qui, à la fin de leurs études, ont subi des violences sexuelles dans le cadre de leur formation, d'après une enquête réalisée par deux jeunes médecins, Line Zou Al Guyna et Malyya Mohamed Ali, auprès de plus de 2 000 externes d'Île-de-France. Dans la plupart de cas, les agresseurs sont les supérieurs hiérarchiques des victimes.



Agenda

Jeudi 18 avril, manifestation éducation contre le projet de loi Blanquer, Paris. À 14h, à Jussieu.

Vendredi 19 avril, rassemblement contre la casse de l'AP-HP, Paris. À 9h30, devant le siège de l'AP-HP, 3, avenue Victoria, métro Hôtel-de-Ville.

Samedi 20 avril, manifestation des Gilets jaunes Acte 23.

Samedi 20 avril, fête de soutien aux postierEs en grève du 92, Paris. À 19h à la Galerie Treize, 24, rue Moret 75011 Paris.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Les migrants c'est comme les éoliennes, tout le monde est d'accord pour qu'il y en ait mais personne ne veut que ce soit à côté de chez lui.

MARINE LE PEN, RTL-LCI, 14 avril 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉPRESSION**Avec les Gilets jaunes, contre l'autoritarisme en marche**

L'acte 22 des Gilets jaunes, qui s'est tenu le samedi 13 avril, s'est déroulé dans plusieurs villes sous le signe de la lutte contre la répression et la criminalisation des manifestantEs.

À Paris, ce sont 4 000 personnes qui ont défilé, à l'appel de plusieurs dizaines d'associations, syndicats, partis politiques et collectifs de Gilets jaunes, pour revendiquer, entre autres, l'abrogation de la loi dite « anticasseurs » et l'interdiction des diverses armes de guerre employées par les forces de répression contre les manifestantEs, occasionnant des milliers de blessures et des dizaines de mutilations. Des revendications qui ont été portées dans de nombreuses autres villes, entre autres à Toulouse, où la violence de la répression a confirmé la gravité de la situation et l'urgence de se mobiliser contre l'autoritarisme de la macronie, qui semble plus que jamais déterminée à répondre par l'ultra-violence aux revendications sociales. Ci-dessous, le communiqué rédigé par nos camarades toulousainEs.

**« Terroriser les manifestantEs »**

Ce samedi 13 avril devait être un moment fort du mouvement des Gilets jaunes, avec pour lieu de convergence la ville de Toulouse. Une nouvelle fois des organisations politiques, syndicales et associatives appelaient à participer à la manifestation. Mais dès midi, à Jean-Jaurès et à Jeanne-d'Arc, le dispositif policier s'est mis en place avec pour objectif de briser toute forme de manifestation, même pacifique. Alors qu'un parcours avait été déposé par un collectif d'organisations (dont la CGT, la FSU et la LDH) et autorisé par la préfecture, les consignes données visaient clairement à terroriser les manifestantEs et à les dissuader de rester dans la rue.

Nous dénonçons fermement les tactiques policières mises en place : saturer l'air de gaz lacrymogène après avoir nassé des centaines de manifestantEs est à la fois inacceptable et incroyablement dangereux. Les forces de police ont agi de la sorte à plusieurs reprises. De plus, utiliser des armes dites défensives comme des armes offensives semble désormais la norme. Plusieurs dizaines de blessés, dont des passants de tous âges, et de nombreuses interpellations ont par ailleurs marqué cette journée, alors que l'on peut désormais être condamné pour le simple fait d'avoir couvert son visage ou de s'être protégé contre les gaz et les violences de la police.

Alors que la nouvelle loi « anticasseurs » vient d'être promulguée, l'usage massif de gaz lacrymogènes, de grenades de désencerclement ou de LBD, ou encore le recours systématique à la BAC pour violenter et molester quiconque oserait manifester au mauvais endroit, entrent dans les mœurs et le droit de manifestation est en train de disparaître. Sans aucun doute, ce qui s'est produit à Toulouse le week-end dernier constitue un précédent grave, et le gouvernement ne doit pas s'en tirer ainsi. Nous prendrons nos responsabilités pour défendre le droit de manifester et nous nous joindrons à toutes les initiatives qui iront en ce sens. Nous appelons d'ores et déjà à manifester samedi prochain dans les rues de la ville, à l'occasion de l'acte 23 des Gilets jaunes.

NPA 31

27 AVRIL Pour une convergence Gilets jaunes, Gilets rouges, associatifs et politiques!

Ces structures de la CGT en ont assez de faire le compte des occasions manquées de convergence entre le mouvement ouvrier et les actes de mobilisation des Gilets jaunes, mais aussi avec les autres luttes en cours. Pour la plupart déjà engagées de différentes manières dans des actions concrètes de convergence avec d'autres mobilisations, elles font le bilan des difficultés à dépasser l'éparpillement des luttes, et l'incapacité des seules initiatives locales pour surmonter l'inaction des directions nationales, dont celle de la confédération CGT à laquelle elles appartiennent.

Autour d'une même table

À quelques semaines du congrès de la confédération, elles ont donc pris la décision de s'adresser aux « organisations syndicales, politiques et associatives et aux militantEs progressistes engagés dans les mobilisations en cours : Gilets jaunes, Gilets roses (des assistantes maternelles qui s'étaient mobilisées autour du 9 mars en convergence avec les collectifs de Femmes Gilets jaunes), climat, logement ».

Le vendredi 5 avril, une première réunion a permis de vérifier la disponibilité de certaines « figures » des Gilets jaunes puisque, par exemple, Priscillia Ludosky et Jérôme Rodrigues y ont participé. Des organisations politiques, LFI, le PCF, l'Association nationale des communistes (anciennement Rouges vifs), ainsi que le NPA étaient également autour de la table, tout comme l'UD CGT 76 venue en observatrice.

Il y a trois semaines, dix structures de la CGT (les fédérations des Industries chimiques et du Commerce et services, les Unions départementales 94, 04, 59, 41, 66, 95, 18 et 13) ont pris l'initiative de lancer un appel à une manifestation nationale le samedi 27 avril à Paris.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Le long cheminement de la convergence

Si la convergence est une aspiration unanimement partagée et revendiquée, sa construction est pour le moins laborieuse. Le choc des cultures, des parcours, des enracinements militants et des légitimités parfois contradictoires est également omniprésent. Autant dire que les étincelles ne manquent pas, bien loin des piques à fleurets mouchetés de certaines réunions unitaires. Les pressions sont importantes, en particulier sur les Gilets jaunes engagés dans l'appel, des pressions amplifiées par le cadre relativement restreint des organisations prêtes à s'engager (ainsi l'absence du secteur associatif ou de syndicats issus de

Solidaires ou de Force ouvrière). À peine le texte d'appel a-t-il été publié sur une page dédiée que ces Gilets jaunes signataires ont été fortement interpellés et secourus sur les réseaux sociaux. À tel point que seule Priscillia Ludosky est revenue aux réunions de préparation suivantes, accompagnée de nouveaux et nouvelles Gilets jaunes, notamment Sophie Tissier et le collectif qui déclare les manifs parisiennes depuis deux mois, ainsi que d'autres Gilets jaunes du 94 et du 77.

Une échéance à construire, une occasion à ne pas manquer
Le NPA a décidé de s'engager dans la construction de cette manifestation

du 27 avril en y appelant sur ses propres bases, comme le font également le PCF, la fédération CGT des services publics et le Front social. Après les rendez-vous manqués en décembre et autour de la journée de grève du 5 février, l'objectif est en effet de se saisir de toutes les occasions qui aident à construire de nouvelles perspectives pour une contestation sociale certes bien présente mais toujours éclatée, comme le montrent les tentatives de luttes encore dispersées dans l'éducation nationale et les hôpitaux. Nous voulons aussi porter dans ces cadres, certes fragiles et à élargir, des débats sur la stratégie de lutte, l'articulation entre les différentes formes de mobilisations pour changer le rapport de forces, pour rendre concret notre slogan « Grèves, blocages, Macron dégage ! »

La réussite du 27 avril peut constituer une étape, en ouvrant des perspectives pour les autres actes du samedi des Gilets jaunes, pour la « semaine jaune » appelée par l'assemblée des assemblées de Saint-Nazaire à partir du 1^{er} Mai, et en vue de l'amplification de la mobilisation le jeudi 9 mai, journée de grève de l'ensemble de la fonction publique, vers la construction d'un mouvement de grèves prolongées pour bloquer le pays et faire reculer Macron.

Cathy Billard

ADP La privatisation qui dérange

Surprise, jeudi 11 avril : face à l'adoption de la loi donnant au privé plusieurs entreprises très rentables (Engie, Française des Jeux, Aéroports de Paris/ADP), c'est sur la privatisation de cette dernière que s'est unifiée l'opposition parlementaire, de la droite classique à La France insoumise.

Plus de 200 députés ont enclenché la procédure de référendum d'initiative partagée (RIP), proposant d'obliger l'État à garder plus de 50% des parts, comme actuellement. Pour que ce référendum ait lieu, il faut l'accord du Conseil constitutionnel, et ensuite rassembler plus de 4,5 millions de signatures. Difficile mais pas impossible vue l'impopularité du macronisme. Un possible futur gros enjeu pour affaiblir, voire faire sauter ce gouvernement.

Énormes enjeux financiers

La somme en jeu est de 9,5 milliards d'euros. L'État les placerait dans un fonds lui rapportant environ 150 millions d'euros pour financer des investissements. Premier souci : il s'agit du montant des dividendes annuels versés actuellement par ADP qui a fait 650 millions d'euros de bénéfices en 2018.

On voit bien que l'intérêt est ailleurs, qui est de faire un beau cadeau aux copains comme pour les deux autres privatisations très juteuses. Mais sur les aéroports de Paris, Orly, Le Bourget et Roissy, les appétits des grands groupes mondiaux sont là, entraînant rivalités et affrontements. Dans cette proposition de référendum, on retrouve ainsi des députés PS et

droite qui ont voté sans sourciller les privatisations des aéroports de Toulouse, Lyon, Nice... dans le passé. Paris est la première destination touristique mondiale, avec 105 millions de passagerEs cette année, et 126 millions prévus pour 2025... Une population riche, sur qui on peut accumuler les données, goûts, préférences, à très fort pouvoir d'achat : une mine d'or !

Vinci sur les rangs

Autre source de juteux bénéfices : les terrains détenus par ces aéroports. Dans l'extension du grand Paris, avec le grand métro Express financé à prix

d'or par nos impôts, reliant aéroports et villes riches, de nombreux terrains voient leur valeur s'envoler, avec de futures opérations immobilières à la clef. Celui qui contrôle les aéroports contrôle la suite...

Dernière source de profits : les taxes payées par les passagers et compagnie aériennes. Qui râlent régulièrement contre leur niveau très élevé et leur augmentation incessante. Et s'inquiètent d'une privatisation qui les rendrait captives d'un aéroport en situation de monopole ...

Et qui trouve-t-on sur les rangs des bénéficiaires ? Au premier rang, bien sûr, Vinci ! Qui deviendrait

PRIVATISATION AÉROPORTS DE PARIS

ainsi premier mondial dans le BTP et les aéroports, après avoir acheté l'aéroport de Londres Gatwick pour 3,2 milliards d'euros le 27 décembre dernier. La marge opérationnelle d'Aéroport Vinci a été, en 2018, de 43%!

On trouve aussi, parmi les prétendants, deux énormes fonds d'investissement, l'Australien IFM et le fonds US Macquarie, qui possèdent plus de 470 milliards de dollars d'actifs et sont présents dans de multiples domaines : éducation, santé...

L'écologie et les salariéEs sacrifiés

Bien évidemment, dans ces opérations financières gigantesques, l'écologie et la situation des travailleurEs passent aux oubliettes. Dans ces aéroports géants qui cherchent à capter la clientèle de correspondance internationale, l'enjeu est de multiplier les vols et créneaux horaires, jour et nuit, et tant pis pour les riverainEs, et tant pis pour l'effet de serre...

Les salariéEs sont promis quant à elles et eux à un éclatement entre multiples entreprises de sous-traitance. Plus de 100 000 salariéEs travaillent dans ces aéroports, avec quelques grands donneurs d'ordre : ADP, Air France, 3S, Alyzia...

Et la fameuse loi Diard, votée sous gouvernement socialiste, qui oblige à se déclarer en grève 3 jours à l'avance et permet aux entreprises concernées de prévoir le remplacement des grévistes, ne facilite pas la résistance des travailleurEs.

Malgré cela, la résistance existe. Et exige, pour déboucher, de grands mouvements d'ensemble.

Jet Aelys

WIKILEAKS Pour les droits démocratiques, contre l'extradition de Julien Assange!

Julian Assange ne pouvait pas quitter l'ambassade pour se rendre en Équateur, car il risquait d'être arrêté par les autorités britanniques sur le trajet vers l'aéroport. Il a donc vécu durant 7 ans dans une pièce de 20 m², avec des conditions de vie de plus en plus dégradées. Sa détention a été jugée « arbitraire » par le groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire. En outre, le nouveau pouvoir en Équateur a coupé Assange de presque tous ses contacts, cherchant à le détruire physiquement et psychologiquement.

Une arrestation injustifiée

Sa demande d'asile de 2012 était survenue dans un double contexte. D'une part, un mandat d'arrêt émis par la Suède « à des fins d'interrogatoire » dans le cadre de deux accusations d'agression sexuelle et de viol, accusations qui ont aujourd'hui été abandonnées par la justice suédoise pour prescription et absence d'éléments complémentaires pour faire avancer l'enquête. Julian Assange avait alors été arrêté dans un premier temps par la justice britannique dans le cadre de cette affaire, puis libéré sous caution.

D'autre part, des menaces d'arrestation par les États-Unis dans la foulée des révélations par Wikileaks, en 2010, sur les exactions commises par l'armée américaine en Afghanistan et en Irak.

Les risques de collaboration entre les polices britannique et US étant très fortes et les peines encourues par Julian Assange aux États-Unis étant très importantes (pouvant aller jusqu'à la peine de mort), il a fait le choix de demander l'asile politique

Jeudi 11 avril, Julian Assange, co-fondateur de Wikileaks, a été arrêté par la police britannique à l'ambassade d'Équateur à Londres, où il jouissait de l'asile politique depuis 2012.



DR

auprès de nombreux pays, ce que François Hollande lui avait d'ailleurs refusé. Cette demande d'asile avait alors servi de prétexte à la justice britannique pour à son tour émettre un mandat d'arrêt contre Assange au nom de la violation des clauses de sa libération conditionnelle, mandat d'arrêt qui a servi de base à sa récente arrestation, alors même que la justice suédoise a abandonné ses poursuites, rendant donc ce mandat d'arrêt caduc.

Les États-Unis n'avaient jamais officiellement déclaré qu'ils poursuivaient Julian Assange, la presse s'étant d'ailleurs appuyée sur cette absence de déclaration officielle pour décrédibiliser Assange et le faire passer pour un narcissique et un paranoïaque... Jusqu'à son arrestation du 11 avril, avec Scotland Yard qui déclare qu'il était de plus arrêté au nom des autorités US, pour cause de « piratage informatique », dans le cadre des révélations de 2010.

Il est important de souligner que ni la Grande-Bretagne ni la Suède n'ont rendu possibles les conditions de son procès pour viol et agression sexuelle, en lui garantissant par exemple qu'il ne serait pas extradé vers les États-Unis. Une fois de plus, les revendications féministes sont instrumentalisées par les États qui n'en ont en réalité rien à faire.

Une attaque contre la liberté d'expression

Mais au-delà de ces considérations d'ordre juridique, l'attaque contre Julian Assange est une attaque contre le journalisme, la liberté d'expression et plus profondément contre le droit démocratique à dénoncer les pratiques criminelles menées aux plus hauts sommets des États. Car si nous ne nous reconnaissons pas dans un grand nombre de déclarations politiques de Julian Assange, qui pour certaines sont clairement réactionnaires,

antiféministes, racistes, et doivent à ce titre être combattues clairement et sans hésitation, il a été arrêté car il a, avec Wikileaks, exposé des images et des documents mettant à nu la violence de l'armée US, et plus généralement celle des puissances impérialistes.

De ce point de vue, il est impératif de le défendre face à la répression qu'il subit et nous exigeons sa libération immédiate dans le cadre des affaires de Wikileaks, ainsi que celle de Chelsea Manning. Nous exigeons de plus que le gouvernement français lui offre le droit d'asile. Son procès pour les affaires d'agressions sexuelles et de viol ne pourra malheureusement se tenir que le jour où il sera garanti que les poursuites ne seront pas instrumentalisées à d'autres fins. Nous ne croyons pas en l'homme providentiel, mais en la force collective de notre classe sociale qui se soulève, s'organise et se réapproprie dans toutes ses dimensions ses conditions d'existence. Mais nous devons nous battre pour garantir les meilleures conditions d'expression démocratique possible, et cela d'autant plus que nous vivons un moment de progression important de l'extrême droite et de durcissement répressif des États bourgeois. Le travail militant de Wikileaks, de toutes les lanceurEs d'alerte et des journalistes engagéEs participent de ce combat, parfois au prix de leur sécurité personnelle. Nous devons les soutenir.

Louise R.

YÉMEN Le mensonge d'État de la France sur les livraisons d'armes

Le 15 avril, le nouveau média Disclose révélait des informations, classées « confidentiel défense », concernant l'utilisation des armes françaises dans la sale guerre menée par l'Arabie saoudite et ses alliés au Yémen. Des documents qui confirment la complicité de la France dans ce que l'ONU qualifie de « pire crise humanitaire du monde », malgré les dénégations et les mensonges des autorités.

Le 20 janvier 2019, la ministre des Armées Florence Parly faisait la déclaration suivante sur France Inter : « Je n'ai pas connaissance du fait que des armes [françaises] soient utilisées directement au Yémen ». Les documents révélés le 15 avril par Disclose indiquent qu'il s'agit d'un mensonge, car ils confirment non seulement que des armes françaises sont utilisées au Yémen mais, de plus, que la ministre en avait été informée par la Direction du renseignement militaire (DRM).



DR

Les autorités françaises informées

L'un des journalistes auteurs de l'enquête, Benoît Collombat, précise : « Chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, frégates de classe Makkah, corvette lance-missiles de classe Bayunah ou canons Caesar : dans cette note, le renseignement militaire français établit une liste détaillée de l'armement fourni aux Saoudiens et aux Émiriens qui serait impliqué dans le conflit. » La note en question,

datée du 25 septembre 2018, a été transmise « à Emmanuel Macron, à Matignon, mais aussi à la ministre des Armées, Florence Parly, et au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors du conseil de défense restreint consacré à la guerre au Yémen, qui s'est tenu le 3 octobre 2018 ».

On trouve également, dans le document « confidentiel », des cartes qui indiquent que des populations civiles se trouvent dans plusieurs zones ciblées délibérément par des bombardements de la coalition dirigée

par l'Arabie saoudite. Plusieurs centaines de milliers de civils sont ainsi directement sous la menace (suivie d'effets) des canons Caesar de fabrication française, qui, selon les termes de la DRM, « appuient les troupes loyalistes, épaulées par les forces armées saoudiennes, dans leur progression en territoire yéménite ». Autrement dit, les canons français servent à préparer le terrain et à ouvrir la voie aux véhicules blindés, loin de la seule « utilisation défensive » évoquée par Florence Parly en juillet 2018 devant la Commission de

la Défense nationale et des forces armées.

Engins de mort made in France

Parmi les autres armements français utilisés au Yémen, des systèmes de guidage laser pour les bombardements saoudiens, des chars Leclerc, des Mirage 2000-9 vendus aux Émirats, des avions de ravitaillement, etc. En gros, toute la panoplie des engins de mort made in France, vendus dans la région dans le cadre de contrats de plusieurs milliards d'euros qu'Emmanuel Macron – à l'instar de ses prédécesseurs – est fier de signer.

Suite aux récentes révélations, et malgré les preuves incontestables, les autorités françaises continuent de nier, comme en témoigne la « réponse » faite par Matignon aux journalistes de Disclose : « À notre connaissance, les armes françaises dont disposent les membres de la coalition sont placées pour l'essentiel en position défensive, à l'extérieur du territoire yéménite ou sur des emprises de la coalition, mais pas sur la ligne de front. Nous n'avons pas connaissance de victimes civiles résultant de leur utilisation sur le théâtre yéménite. » Les 24 millions de Yéménites, soit 80% de la population, qui ont, selon l'ONU, « besoin d'une forme d'aide humanitaire ou de protection, dont 14,3 millions de manière urgente » en raison de la sale guerre alimentée par les marchands d'armes français, apprécieront.

Julien Salingue

1 - <https://www.franceinter.fr/info/revelations-voici-la-carte-des-armes-francaises-au-yemen-selon-un-rapport-confidentiel-defense>

ISRAËL Soutien aux prisonnierEs palestiniens en grève de la faim!

Le 8 avril, plusieurs dizaines de prisonnierEs palestiniens détenus par Israël ont lancé un mouvement de grève de la faim pour protester contre leurs conditions d'incarcération. Une mobilisation appelée à s'étendre, à laquelle des centaines de prisonniers, voire davantage, devraient se joindre dans les jours qui viennent.

Face à la dégradation de leurs conditions de détention, les prisonnierEs et leurs représentants avaient entamé, au début du mois d'avril, des négociations avec l'administration pénitentiaire israélienne. Mais face à l'inflexibilité de cette dernière, ainsi qu'aux nombreuses mesures de rétorsion récemment prises contre plusieurs prisonniers, les représentants de ces derniers, issus des diverses factions politiques palestiniennes, ont lancé un appel à la grève de la faim.



DR

Revendications élémentaires

Comme le rappelle l'association Addameer, qui agit en soutien aux prisonnierEs palestiniens et, plus globalement, aux droits humains, « les grévistes demandent l'installation de téléphones publics dans les prisons ; l'interdiction des brouilleurs de portables installés dans les cellules et les lieux fréquentés par les prisonniers ; le retour des prisonniers dans leurs quartiers dont ils ont été extraits par mesure de rétorsion ; [...] l'autorisation des visites familiales interdites pour des raisons de sécurité, notamment à l'encontre des familles de la bande de Gaza ; la délivrance de soins médicaux corrects ; le transfert des femmes détenues dans la prison de Damon [nord, Haïfa] vers des établissements pénitentiaires qui répondent aux normes du droit international ; la fin du régime d'isolement [...] ». Des revendications élémentaires en somme, soutenues par la plupart des ONG des droits humains, mais que les autorités israéliennes, dont on connaît le mépris pour le droit international, refusent de satisfaire. Les luttes anticoloniales, antiracistes et anti-apartheid ont toujours été confrontées à des politiques d'enfermement de masse. Les prisonniers politiques ont même été, bien souvent, des symboles internationaux de ces luttes, de Nelson Mandela à Bobby Sands en passant par Mumia Abu Jamal et Angela Davis. Car ces politiques d'incarcération ne sont pas un supplément d'âme de la répression coloniale/raciste. Elles forment un élément central des dispositifs d'oppression et jouent un rôle structurel dans l'organisation de la démobilité et la mise au pas des récalcitrants. L'univers carcéral israélien est ainsi, au-delà de ses spécificités, un « modèle réduit » de l'occupation israélienne prise dans sa globalité : un lieu d'enfermement, de répression, de déni de droit, de procédures arbitraires, mais aussi de socialisation politique et de lutte. Les prisons israéliennes poussent jusqu'à l'extrême – et souvent, à l'absurde – les logiques à l'œuvre dans le dispositif colonial de maintien de l'ordre. Ce sont aujourd'hui pas moins de 6000 PalestinienEs qui sont enfermés en Israël, comme un symbole de l'enfermement de tout un peuple. Pour citer de nouveau Addameer : « La question des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons d'Israël dépasse la simple question des droits humains individuels ; elle concerne les droits collectifs de tout un peuple, le peuple palestinien qui continue d'être privé du droit à l'autodétermination et à la souveraineté, fondements du droit international. Tous les prisonniers politiques palestiniens – quelle que soit leur affiliation partisane ou le contenu de leur accusation – ont le droit à un procès juste, dans le respect de la législation internationale et humanitaire. » Solidarité!

J.S.

Les grandes manifestations du vendredi 12 avril ont été une réponse claire à la décision d'installer le président du Sénat comme président par intérim. Le peuple dit: on ne veut pas de vos réformes, on ne veut pas de votre gouvernement de transition, on veut une assemblée constituante. Avec l'élection de Bensallah, on est entré dans une nouvelle phase, où le pouvoir tente de faire passer en force son replâtrage du régime, l'élection présidentielle du 4 juillet. L'organisation du boycott de l'élection par des magistrats et des assemblées populaires communales (APC) est aussi un élément important. De plus, malgré la répression et l'annonce de la présidentielle, la mobilisation reste intacte. Elle progresse même, par la mise en place d'un processus d'auto-organisation.

De plus, la dynamique de réappropriation de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) commence à prendre forme, avec la perspective de faire partir le secrétaire général Sidi Saïd et d'installer un secrétariat provisoire. C'est une question stratégique, pour la réappropriation de l'UGTA, une UGTA démocratique, autonome, combative, au service des travailleurEs. La bureaucratie n'existe pas seulement au niveau de la centrale syndicale mais de toute la hiérarchie. On essaie de pousser pour qu'il y ait des AG, de nouveaux déléguéEs, une restructuration complète de cet organe de lutte. La dynamique de mobilisation se renforce partout, avec les grèves, les piquets de grève, les manifestations. Cela permet aux travailleurEs de parler entre eux, de parler du syndicat, mais aussi des revendications salariales, les conditions de travail, etc. Cela commence à émerger. La dynamique est variable selon les régions, mais clairement la mobilisation ne se déroule plus seulement le vendredi. Tous les jours il y a des actions, de la part des étudiantEs, des avocatEs, des magistratEs, le monde du travail, les services publics... Dans les universités, toute la communauté universitaire marche, les étudiantEs comme les enseignantEs. Il y a aussi les retraitéEs. La mobilisation s'organise de façons diverses, dans la centrale syndicale et avec les syndicats autonomes, notamment dans l'intersyndicale de l'éducation et de la santé.

Dossier coordonné par Antoine Larrache, avec des militantEs du Parti socialiste des travailleurs



DE LA CONTESTATION DANS L'UGTA ET LES GRÈVES

Le mouvement de protestation dans l'UGTA est né des travailleurEs et des syndicalistes de base refusant de voir leur organisation syndicale jouer le rôle de comité de soutien pour le candidat Bouteflika à un cinquième mandat. Il s'est vite transformé en mouvement de contestation du secrétaire général Sidi Saïd. Un article de Hocine Guernane

Pendant presque un mois la contestation était limitée à des structures de base, isolées les unes des autres. Il a fallu la grève générale du 10 au 14 mars, lancée sur Facebook et organisée sans concours syndical, pour qu'une première instance intermédiaire, l'union de wilaya de Tizi-Ouzou, rompe le silence et se positionne ouvertement en faveur du mouvement populaire et se démarque de Sidi Saïd.

À Bejaïa, l'agitation des travailleurEs dans leurs lieux de travail et leur participation à des marches pendant ces journées de grève ont bousculé l'inertie des instances locales qui ont fini par rejoindre les marches. Dans un premier temps, des membres de l'union de wilaya sont venus marcher dans le carré animé par le PST, reconnaissant par là la convergence d'intérêts à sauvegarder et se réappropriant l'UGTA. Le 25 mars, l'union de wilaya de Bejaïa élaborait un programme d'actions quotidiennes par secteur d'activité, étalé sur une vingtaine de jours, du 26 mars au 18 avril, date prévue pour l'élection présidentielle avant son annulation. Ce programme consiste en grèves et marches. Les mots d'ordre avancés pour ce programme sont « le départ du système » et « la refondation de l'UGTA ».

La fronde gagne rapidement du terrain

Le 6 avril, quatre unions de wilaya (Bejaïa, Tizi-Ouzou, Saïda, Tlemcen) se sont réunies à Alger et ont signé un communiqué à travers lequel elles réaffirment leur implication dans le mouvement populaire « jusqu'à satisfaction de ses revendications » et « l'édification d'une nouvelle



république » et exigent le départ de Sidi Saïd et son secrétariat national. En réaction, le secrétariat général (SG) de l'UGTA suspend les SG de ces unions de wilaya. Mais cette décision ne fait que nourrir la contestation. Le 10 avril, des membres de la CEN (commission exécutive nationale), instance suprême entre deux congrès, des wilaya du centre (Alger, Blida, Tipaza, Médéa, Brouira, Tizi-Ouzou) au nombre de 32 sur 47, ont rédigé un communiqué dans lequel ils déclarent appuyer le mouvement populaire et dénoncent Sidi Saïd. Ils l'accusent d'avoir instauré un climat de terreur dans l'organisation, divisé les rangs et marginalisé des syndicalistes ; d'avoir éloigné l'UGTA de ses objectifs et missions de défense des travailleurEs, et d'avoir violé les règlements et statuts de l'organisation. Ils déclarent ne plus reconnaître de décisions qui émaneraient de la direction jusqu'au départ du secrétariat national avec à sa tête Sidi Saïd. Ils déclarent se placer au côté des syndicalistes libres (contestataires).

Depuis, d'autres instances se sont jointes au mouvement de contestation à l'instar de la fédération de la métallurgie qui organise notamment les deux principales usines (le complexe El Hadjar et la SNVI Rouiba), ainsi que la fédération de l'électronique. Mais aussi l'union locale de Rouiba (la plus importante en Algérie) et l'union de wilaya de Ouargla au sud, mais sans le SG de cette instance.

Le congrès de l'UGTA avancé

Le jeudi 11 avril, à l'appel de l'UW de Bejaïa et sous une pluie battante, des milliers de travailleurEs de tous les secteurs ont battu le pavé pour crier « Sidi Saïd dégage », « l'UGTA n'est pas ta propriété mais notre syndicat », « vive l'UGTA démocratique revendicative et autonome », « Système dégage ». Au même moment, la direction de l'UGTA acquise à Sidi Saïd tenait une réunion de la CEN. Des travailleurEs sont venus devant l'entrée du complexe hôtelier pour crier leur opposition au SG de l'UGTA. À l'intérieur, des employéEs ont

refusé de servir les convives par solidarité avec les protestataires à l'extérieur.

À l'issue de cette réunion de la CEN, il a été décidé d'avancer la date du congrès, prévu initialement pour janvier 2020, et Sidi Saïd a déclaré qu'il ne sera pas candidat mais qu'il reste aux commandes pour superviser la préparation de ce congrès.

Une contestation qui vient d'en bas

Parallèlement aux initiatives qui sont prises dans l'UGTA, des syndicats autonomes ont organisé une journée de protestation à Bejaïa, qui a mobilisé environ un millier de travailleurs.

Le 10 avril, l'appel de la CSA (composée de 12 syndicats autonomes), pour une grève nationale suivie d'une marche à Alger n'a pas entraîné beaucoup de travailleurEs. Le dispositif de répression qui a été déployé a tenté d'empêcher la marche vers la Grande Poste. Malgré la répression et les arrestations, les marcheurEs ont résisté et réussi finalement à franchir les barrages dressés devant elles et eux. Les lycéenEs sont venus par milliers à la rescousse des marcheurEs pour occuper la place de la Grande Poste. Des dizaines de milliers d'AlgéroisEs commençaient à affluer vers la Grande Poste pour scander les habituels mots d'ordre. Devant cette force déterminée, la police a reculé et évacué les lieux.

Les instances qui mènent aujourd'hui la contestation dans l'UGTA ont lancé un appel à leurs bases pour venir nombreux le mercredi 17 avril au rassemblement qui sera organisé devant le siège de l'UGTA à Alger. Gageons que cette fois-ci une démonstration de force sera faite.

LA RÉPRESSION, UNE ARME POUR IMPOSER L'ÉLECTION DE JUILLET

Les scènes de fraternisation entre manifestants et police sont loin. Depuis l'éviction de Bouteflika, la répression a franchi un cap. Il s'agit d'imposer le replâtrage du régime en tentant d'empêcher la mobilisation de se poursuivre.

Vendredi 12 avril, le tunnel des facultés, un lieu symbolique pour les manifestations tant les chants y résonnent, des centaines, voire des milliers de manifestantEs ont été gazés. Et la répression ne se résume pas aux journées du vendredi. Il y a eu des interpellations toute la semaine, en commençant par notre camarade Samir Larabi mardi 8. Des militants qui se rendaient jeudi 11 pour le rassemblement intersyndical ont été interpellés. Et il y a également eu la répression contre la marche des étudiantEs, contre le rassemblement devant la centrale syndicale samedi 13. Ce jour-là, quatre militantes, arrêtées avec 6 autres militants, ont été fouillées par des hommes, ce qui est interdit,

puis complètement déshabillées. Cette scène de torture, cette humiliation, cette intimidation vise à empêcher les femmes de venir aux manifestations, à casser la mobilisation populaire. D'autres jeunes (étudiantEs, chômeurEs, ouvriers en bâtiment) sont toujours emprisonnés et leurs familles dénoncent des sévices. Enfin, on a vu des véhicules blindés à ondes sonores destinés à éloigner les manifestantEs.

Réprimer et élire un président pour sauver le système

L'État essaie d'empêcher toute manifestation en dehors du vendredi. Et même vendredi dernier, il y a eu une répression, avec le quadrillage de la place de la Grande Poste, qui est la place repère du mouvement. Il y a

eu dispersion des foules avec gaz lacrymogènes. Il y a sans doute eu des tirs à balles non-létales, et beaucoup de blessés et d'arrestations.

Pour l'instant, la répression policière n'obtient pas les résultats escomptés, puisque le vendredi la foule a jusqu'ici obligé les forces de l'ordre à reculer. En effet, l'ampleur des manifestations est telle que les policiers ne peuvent pas en venir à bout. Mais le pouvoir militaire de Gaïd Salah montre son vrai visage : Gaïd Salah n'est pas du tout à côté du peuple, c'est une partie du système, sans doute la plus influente actuellement. La mobilisation les a contraints à changer d'avis sur la candidature de Bouteflika. Ils l'ont sacrifié. L'armée s'est mise en avant pour faire croire qu'elle était à côté du peuple et ils ont essayé une voie institutionnelle, en évoquant les articles 7 et 8 de la Constitution qui parlent de la souveraineté populaire, de l'article 102 qui prévoit le remplacement du président de la République par le président du Sénat pour trois mois pour préparer l'élection présidentielle. Ils ont violé la Constitution à maintes reprises, ce n'est pas maintenant qu'ils vont nous chanter qu'il faut respecter la Constitution ! Il y a une situation révolutionnaire. La volonté populaire est claire, il faut tous les dégager.

À AOKAS, UNE LUTTE POUR DÉGAGER LE SYSTÈME, DE BAS EN HAUT



Partant de la mobilisation contre le 5^e mandat, la lutte à Aokas fait le lien avec des combats concrets locaux, notamment celui contre la construction d'un cèlibatorium de police, à propos duquel on a reçu des plaintes contre des militants. On maintient la mobilisation pour le départ du système en expliquant que, localement, le système, c'est le bradage du foncier et de la bande boisée, l'implantation du cèlibatorium de la police contre la volonté populaire, tous les problèmes locaux.

Il y a un comité local, regroupant les associations du quartier en un collectif qui agit sur les questions qui concernent la localité, sur le plan social, culturel, écologique, le manque d'infrastructures, de services publics. Plusieurs militants ont été convoqués par la police. Grâce à la mobilisation de septembre dernier contre le cèlibatorium, nous avons imposé l'arrêt de la construction, la lutte empêchant que le permis de construire soit délivré. Ils tentent de profiter de la mobilisation actuelle pour relancer les travaux, en croyant que la

population serait concentrée sur les problèmes nationaux. Mais la mobilisation a de nouveau empêché le coulage du béton, alors ils ont déposé plainte contre des militants à qui on reproche d'empêcher les travaux... alors qu'il s'agit d'un acte populaire, collectif. Il y a eu une vague de solidarité, avec un rassemblement. Ce rassemblement était aussi l'occasion de faire une AG pour parler des luttes locales et du processus révolutionnaire. Ça a débouché sur le maintien de la mobilisation et de toujours lier les questions locales et contre le système.

POUR UNE CONSTITUANTE QUI RÉPONDE AUX BESOINS DES CLASSES POPULAIRES

Par rapport au début de la mobilisation, le mouvement a beaucoup évolué. Parti dans une révolte contre le 5^e mandat de Bouteflika, il s'est élargi à la volonté de dégager tout le système et ses représentants.

Dans un pays où toutes les sphères politiques sont liées au système, où la bourgeoisie en tant que telle est peu puissante, la dynamique est extrêmement subversive. Remettre en cause les dirigeants corrompus, c'est de fait remettre en cause le système dans son intégralité et poser les bases d'une autre société. Le Parti socialiste des travailleurs (PST) revendique une assemblée constituante, un processus constituant qui ne peut venir qu'à partir du processus d'auto-organisation dans les usines, lieux de travail, universités et les quartiers. On espère que la réappropriation de l'UGTA se fera le plus vite possible, car cela peut jouer un rôle important, avec les syndicats autonomes, dans ce processus de transition.

Tout remettre en cause

L'assemblée constituante doit aboutir à une nouvelle Constitution qui remettra tout en cause : qui vous a dit qu'on a besoin d'un président de la République, surtout un président qui centralise tous les pouvoirs comme dans le régime actuel ? Peut-être que la population choisira de ne pas avoir de président ! Le pouvoir au niveau local doit revenir à



des éluEs, pas à des personnages désignés par en haut et qui ont tous les pouvoirs (les wali et les chefs de दौरa). Nous avançons le principe de la révocabilité des éluEs : unE éluE qui tourne le dos au peuple, on ne va pas attendre cinq ans pour le ou la changer ! Nous voulons aussi que la nouvelle Constitution réponde aux besoins des classes populaires. Par exemple, les droits des femmes doivent être garantis. La séparation des pouvoirs doit être dans la Constitution, comme le fait que la religion doit être une question individuelle. La garantie du droit syndical doit également

être présente. La Constitution doit être au service de la majorité du peuple, qui sont les travailleurEs, les femmes, les chômeurEs et tous les démunis. Il faut savoir d'où les oligarques, les milliardaires tiennent leur argent. Il faut ouvrir les livres de comptes pour savoir d'où vient tout le vol, l'enrichissement. Savoir où est l'argent caché à l'extérieur du pays, sûrement en France mais aussi dans les paradis fiscaux dans le monde. La population doit savoir où son argent a été caché, qui profite de son argent. Ce sont des milliards de dollars qui sont en jeu.



« LES MAGISTRATS SONT DES ENFANTS DU PEUPLE, ILS SONT DU CÔTÉ DU PEUPLE ! »

Les magistrats et les avocats sont mobilisés depuis le début du mouvement. Mais leur lutte prend une nouvelle dimension avec le refus de la répression et de l'organisation de l'élection présidentielle de juillet. Témoignage d'un avocat.

Toutes les élections sont encadrées par les magistratEs : depuis la convocation du corps électoral, la révision des listes électorales, prévue à partir du 16 avril, puis pendant le déroulement du scrutin. Ils signent les PV des commissions communales, des bureaux de vote. Ils valident le vote. Si les magistratEs n'encadrent pas, les élections ne pourront pas avoir lieu. À partir du mouvement du 22 février, un collectif de magistratEs a pris position. Ce n'est pas le syndicat officiel, un collectif est né, dans certaines cours et certains tribunaux. Ils ne reconnaissent pas l'ancien syndicat. Ils et elles sont de plus en plus nombreuses et nombreux et appellent les autres magistratEs à ne pas encadrer les élections.

Il y a eu un rassemblement auprès du ministère de la Justice. C'est une première dans l'histoire de l'Algérie que les magistratEs sortent comme ça, prennent position, fassent de la politique, réclament un syndicat autonome et l'indépendance de la justice. Pour la première fois, ils

soutiennent le mouvement populaire, organisent des conférences de presse. Samedi 13 avril, ils ont organisé un rassemblement avec les avocatEs au ministère de la Justice.

Un positionnement contre la répression

Les avocatEs ont fait une déclaration pour demander une solution politique à la crise actuelle. Ils et elles ne veulent pas être amenés sur le terrain juridique. La volonté populaire doit être plus forte que la loi et même que la Constitution. Si le peuple s'est soulevé, a réclâmé des choses, il faut écouter sa voix. Les avocats s'engagent dans une grève générale de quatre jours à partir du mercredi 17 avril. L'Union nationale des avocats appelle au mouvement. Dans les 48 wilayas, les tribunaux seront paralysés à partir de mercredi. Les avocatEs ont fait un communiqué contre la répression. La Ligue des droits de l'homme aussi. On est du côté du peuple car on prononce des jugements au nom du peuple, on est nous-mêmes des enfants du peuple.

Des communes refusent aussi l'élection présidentielle

Des communes se sont également prononcées, la semaine dernière, contre l'élection présidentielle. Il y a un service des élections dans chaque commune. Lorsqu'on atteint l'âge de voter, on s'inscrit sur les listes électorales. Après la convocation du corps électoral, il y a une ouverture des listes au niveau des communes, des APC. À Tizi-Ouzou, Bejaïa, et dans d'autres wilayas, les maires ont déclaré qu'ils allaient boycotter, refuser d'encadrer. Ils ont fait un courrier officiel pour dire qu'ils refusaient de réviser les listes. C'est du jamais vu. C'est de la désobéissance civile. Ils ont déclaré que, puisque le peuple refuse l'élection et qu'ils sont des élus du peuple, ils rejoignent le peuple. Ils ont fermé le service des élections et ils ont affecté l'effectif pour renforcer l'état civil ! Si les APC boycottent, refusent l'ouverture des listes, de les vérifier, d'inscrire les nouveaux et de les envoyer au wali [haut fonctionnaire de l'État algérien]... Techniquement, il ne peut pas y avoir d'élection.

AVEYRON 2000 participantEs à la marche pour l'emploi dans la filière automobile

La manifestation du 13 avril à Onet-le-Château, pour la défense d'emplois industriels, a été un succès à l'échelle de l'Aveyron.

En comparaison de la moyenne des manifs intersyndicales du département, les ouvrierEs des usines équipementiers et sous-traitants de l'automobile avaient cette fois répondu présents : la SAM du bassin de Decazeville, Filtrauto et la « Bosch », première usine du département avec 2600 salariéEs et dont la particularité est de ne produire que pour le diesel.

Première convergence

Rassembler des usines distantes d'une trentaine de kilomètres autour de mêmes revendications, c'est déjà une première convergence des luttes, avec incontestablement un effet d'entraînement positif. La CGT, à l'initiative de la marche, était représentée massivement dans le cortège par des ouvrierEs des usines de l'automobile mais aussi par des représentants d'UL de tout le département. SUD et la CGC, les deux autres syndicats qui appelaient, étaient aussi très visibles.



Le seule participation automobile extra-aveyronnaise était celle de Philippe Poutou, venu au nom du syndicat CGT Ford apporter son soutien. Si la présence de la CGT Ford a été saluée par les secrétaire de l'UD CGT Aveyron, Philippe a été privé de prise de parole, les élus locaux de Rodez et d'Onet-le-Château, macronistes et de droite classique, ayant réussi à imposer leur censure aux organisateurs syndicaux de la marche.

De fait, en tête de manif, le nuage d'écharpes tricolores de tous bords donnait un air « d'union sacrée » comme l'a noté le lendemain la presse régionale. Au nom du patriotisme économique et de la défense du diesel dont les innovations récentes étaient parées de toutes les vertus de la « transition écologique »...

À noter, et à regretter, l'absence dans la manifestation d'expression militante des partis se réclamant du changement social. Seul le NPA y a constitué un cortège, auquel se sont joints la cinquantaine de gilets jaunes présents. La défense de l'emploi, en pointant la responsabilité des donneurs d'ordre Renault et PSA, et celle des gouvernements successifs qui ne font rien pour trouver des activités en remplacement aux activités déclinantes actuelles, est pourtant au cœur des nécessités de la lutte. Ces exigences, citées dans les interventions de représentants de la CGT au cours des prises de parole de fin de marche, sont en fait contradictoires avec la politique de Macron et de ses supporters aveyronnais. On ne peut pas esquiver, au nom d'un rassemblement le plus large possible, la confrontation avec cette politique. À plus de 2000, cette manifestation est un pas vers ce tous ensemble à préparer!

Correspondants

FORD BLANQUEFORT Comme une obsession de ne plus subir les choses

Ça paraît dérisoire et anecdotique mais, la semaine dernière, à six mois de la fin, il y avait des élections professionnelles pour le futur CSE (remplaçant du CE). C'est la direction qui avait absolument tenu à ce qu'elles aient lieu alors que l'ensemble des syndicats ne le souhaitaient vraiment pas. À quoi bon aller voter alors que les préoccupations n'en sont pas du tout à choisir de futurs délégués, les collègues préparent leur départ, en préretraite ou cherchent un emploi ailleurs en prenant rendez-vous avec le cabinet de reclassement...

L'abstention a été logiquement plus importante que d'habitude, mais 70% de l'effectif a voté. Et surtout, nous avons eu la bonne surprise avec des résultats très positifs pour la CGT. Nous avons obtenu la majorité absolue, avec 8 sièges sur 15, et 53% tous collègues confondus. Cela constitue pour nous, dans le contexte actuel, une belle victoire qui fait un bien fou au moral.

Certes, cela ne change rien à ce que nous vivons. L'usine ferme et nous sommes licenciés dans quelques mois. Mais quand même. Ce succès pour l'équipe militante est le signe qu'il y a encore un parfum de résistance. Car cela traduit une reconnaissance de notre combat, de notre détermination et, quelque part aussi, de notre orientation, celle de la bataille pour l'emploi. Car nous avons insisté ces dernières semaines sur l'importance de se donner un peu plus de moyens d'action pour la suite en choisissant des délégués qui continueront la lutte dans la période qui vient : dans les réunions pour la ré-industrialisation du site en tentant toujours de pousser les pouvoirs publics à agir et dans les tribunaux (TGI pour commencer) dès ce mois d'avril, en attaquant Ford pour absence de motif économique dans la fermeture l'usine.

Récupérer notre dû

Donc, même si nous regrettons depuis le début la très faible mobilisation qui ne nous a pas permis de changer la donne, le fait est que le mécontentement et la contestation se sont exprimés dans cette élection. Ce qui nous met en position pas complètement défavorable pour la suite. Notre légitimité renforcée peut

nous aider face à Ford et surtout face à l'État et aux collectivités territoriales.

Il est difficile de dire ce que nous pouvons vraiment faire, comment nous pouvons encore agir, influencer sur les événements. Dans l'immédiat, dès cette semaine avec les NAO, avec deux autres syndicats, nous allons tenter de mobiliser pour obtenir une prime exceptionnelle, histoire de faire payer Ford. Nous revendiquons un partage des richesses (des profits autour de 7-8 milliards de dollars annuels) : si les dirigeants ou les actionnaires peuvent empocher des millions de dollars, alors il n'y a pas de raison que les travailleurEs n'aient pas un bout de cette fortune. C'est notre dû que nous aimerions aller chercher, aller arracher.

Le chômage une affaire individuelle ?

Que ce soit pour une prime ou pour l'emploi, on doit faire face à une propagande permanente,

patronale et gouvernementale, relayée bien souvent pas les grands médias. La fermeture de l'usine est banalisée, dédramatisée, d'ailleurs le quotidien *Sud-Ouest* n'en parle plus, c'est plié, c'est comme si nous étions déjà passés à autre chose. Régulièrement, il y a même des articles pour dire qu'il y a des créations d'emplois ici et là, dans les entreprises du coin, que les ex-Ford devraient être reclassés ici et là. Pas de souci donc.

Dans le discours dominant, le chômage, c'est un problème individuel, celui ou celle qui se trouve sans emploi ne peut s'en prendre qu'à lui ou elle-même. C'est dit plus ou moins clairement, cyniquement. Si on cherche, si on se forme, si on en veut, si on est malin, on trouve du boulot. C'est comme si les 8 millions de chômeurEs, c'était une légende. La pression comme la culpabilisation sont là. Ne perdons pas de temps à râler, à dénoncer un système ou les logiques destructrices de la course aux profits. Non, il faut aller chercher les opportunités, quitte à passer avant les autres.

Le suicide, aussi une affaire individuelle ?

La machine écrase tout sur son passage. Il y a un autre exemple avec le drame des suicides. En

6 mois, trois de nos collègues se sont donné la mort. À chaque fois la direction s'est dédouanée immédiatement, par réflexe. Le suicide, ce serait aussi une affaire individuelle. Ça relèverait forcément de la vie personnelle, cela viendrait de soucis dans la vie privée (santé, famille...). Comment oser penser que cela pourrait venir de l'usine, des conditions de travail, d'un licenciement? D'où pourrait venir cette idée que Ford, par sa politique, son arrogance, son mépris des gens, pourrait quelque part avoir une responsabilité dans la mort de ses salariéEs? Il a suffi qu'on en parle un peu dans nos tracts, que nous fassions le lien entre licenciement, crainte du chômage et suicide, pour que la direction nous accuse d'instrumentaliser les drames et nous demande de ne plus en parler.

Jusqu'ici tout va bien ?

Voilà l'histoire. Une usine ferme, des gens sont virés après des décennies de « bons et loyaux services », comme des moins que rien, le patron a bonne conscience, il a fait ce qu'il a pu pour nous, il s'excuse de cette fin et nous guide vers la sortie, calmement, impunément. Et il faudrait accepter, continuer à subir. Rien ne sert de se mettre en colère. Il faut rester sage, concentré sur son avenir, rester professionnel, car oui il faut bien finir les derniers objectifs de production, jusqu'au dernier jour, prendre nos rendez-vous auprès du cabinet de reclassement, bien remplir son CV, faire le point sur nos compétences, nos savoir-faire, trouver la bonne formation pour être « réemployable » demain, ou bien créer son entreprise pour créer soi-même son emploi... Alors il y a des moments où on rêve que ça pète, que la colère explose contre ce système bien rodé, contre les profiteurs, contre tous ceux qui nous font la morale, nous diminuent. Car il s'agit plus que de nos emplois ou de nos salaires, il s'agit de nos dignités, de nos vies. Et elles valent bien de relever la tête et de faire tout péter.

Philippe Poutou

CHAMBÉRY Olivier Besancenot dénonce la répression du mouvement des Gilets jaunes

En meeting le 15 avril à Chambéry, Olivier Besancenot est venu dénoncer, devant 155 personnes, la répression, et apporter son soutien à Sinforian et Valentin, deux jeunes Gilets jaunes condamnés à de la prison ferme.

Le samedi 15 décembre, alors qu'une manifestation de Gilets jaunes était en cours à Chambéry, une voiture de la ville a délibérément foncé dans la foule, renversant des manifestantEs et roulant sur le pied d'une Gilet jaune. Encore traumatisée par la mort d'une Gilet jaune écrasée par un chauffard le 17 novembre à Pont-de-Beauvoisin, à 30 km de Chambéry, la foule s'en est pris à la voiture, avant que la police n'intervienne et en profite pour gazer et procéder à des arrestations.

Un an de prison dont six mois fermes

Si la police a refusé de prendre la plainte d'une manifestante blessée par le chauffard, qui n'a eu d'autre possibilité que de la déposer à la gendarmerie, elle a en revanche rapidement traité la situation de Sinforian et Valentin qui ont été déferés pour avoir donné un coup de pied à la voiture et, pour le premier des deux, un coup de poing au chauffard. Après avoir expliqué que le chauffard, qui a par ailleurs reçu le soutien du maire LR de la ville, n'était

qu'une victime, le procureur a requis un an de prison dont 6 mois ferme. Refusant de visionner les images de l'incident, qui montrent que les deux jeunes n'ont fait que se défendre, le tribunal a suivi ces réquisitions : vendredi 12 avril, Sinforian et Valentin ont été condamnés chacun à un an de prison, dont 6 mois avec sursis, deux ans de mise à l'épreuve et 2500 euros d'amende.

Le collectif savoyard contre la répression, qui regroupe la totalité de la gauche chambérienne, est solidaire de Sinforian et Valentin qui ont



fait appel. Olivier Besancenot a apporté le soutien du NPA aux jeunes condamnés et a appelé toute la gauche à dénoncer plus fortement l'extrême violence de la répression mise en place par le gouvernement, qui est à la hauteur de la peur que les possédants ont éprouvé devant l'insurrection des Gilets jaunes.

Correspondants

ÉDUCATION NATIONALE Après le bouillonnement d'actions, ancrer la grève pour gagner!

Après une période marquée par une mobilisation que l'on n'avait pas vu venir, et alors que deux zones sont désormais en vacances, un bilan d'étape s'impose, afin de tenter de fixer des perspectives communes pour la rentrée de toute l'éducation.

Depuis plus d'un mois, nous faisons le constat du formidable élan de colère et de détermination qui s'est emparé, notamment, des professeurEs des écoles. Depuis des années, le premier degré n'avait que peu pointé le bout de son nez dans les mobilisations. La dernière fois, c'était sur la question de la modification des rythmes scolaires, mais sans que cela

n'entraîne une large compréhension et adhésion au-delà du corps enseignant.

Des atouts... et des obstacles

Nous l'avons assez dit dans ces pages : l'école de la confiance a constitué la limite de ce qui a semblé acceptable aux enseignantEs tant du point de vue de leur métier que de la qualité du service rendu aux enfants.

Dans les années 1960, les usagers des transports parisiens devaient acheter une carte d'abonnement pour chacun des modes de transport de l'époque : train de banlieue, métro, bus. Au début des années 1970, la gauche politique et syndicale s'est battue pour la « carte unique des transports », l'extrême gauche ajoutant « payée par les patrons ». En 1975, la « carte orange » a constitué un progrès certain mais très insuffisant : la grande banlieue, bien que très mal desservie, payait bien plus que Paris...

À gauche, à droite...

En 1981, Fiterman, le ministre PCF des Transports de Mitterrand, a fait rembourser par les employeurs la moitié de la carte orange de leurs salariés. Mais statu quo sur les zones et rien pour les scolaires et les retraités. Dans les années 2000, avec plusieurs lignes de RER et de tramway en plus, la bataille a repris pour un tarif unique de la carte orange, quel que soit le nombre de zones parcourues. Pour le second tour des Régionales de 2010, le PS Huchon donne satisfaction au PCF et aux Verts en promettant le tarif unique pour la mi-mandat. C'est

TRANSPORTS Demi-tarif pour le pass Navigo des retraités franciliens

La région Île-de-France vient d'adopter le principe du demi-tarif pour l'abonnement mensuel des retraités. Une nouvelle étape dans la longue bataille pour la gratuité des transports...



revendications des retraités CGT qui dénoncent depuis dix ans le tarif « plein pot » imposé aux salariés au moment où ils se retrouvent à la retraite avec des revenus en forte baisse. Seuls les non-imposables ou très peu imposables ont droit à une carte d'abonnement (Emeraude ou Améthyste) gratuite ou très bon marché financée par les départements.

Les vieux soudain très courtisés

Parmi les promesses de Pécresse pour reprendre l'Île-de-France à la gauche, il y avait bien le demi-tarif pour les retraités, mais les intéressés n'y croyaient pas vraiment : c'est à Paris (PS) et dans le 94 (PCF) que les Conseils départementaux ont fait un geste pour les vieux, et pas là où la droite dirige et a le plus de fric (notamment dans le 92 et le

78). Pourtant Pécresse vient de faire voter le demi-tarif du pass Navigo pour les retraités de plus de 65 ans d'ici la fin de l'année... Rien par contre pour les tickets en carnet ou à l'unité qui suffisent à beaucoup d'entre eux.

Une victoire syndicale dont certains se prévalent abusivement : le maire ex-PCF de Nanterre a envoyé à toutes les retraités de la ville une longue lettre où il fait comme si c'était grâce à lui que les vieux Nanterriens allaient rouler moins cher. Pas un mot sur la longue campagne de la CGT régionale ! Le responsable départemental du syndicat lui a envoyé un courrier cinglant bien mérité.

Prochaine étape : la gratuité pour tous. Hidalgo en parle, mais il faudra probablement une mobilisation forte pour obtenir ce progrès social et écologique majeur. **Correspondant**

AP-HP La grève est contagieuse

La victoire des personnels des urgences de l'hôpital Henri-Mondor, qui ont obtenu 8 postes d'infirmières et 4 postes d'aides-soignantes, au terme de 8 jours de grève, en janvier dernier, n'est pas étrangère à la mobilisation qui s'étend actuellement dans les services d'accueil des urgences (SAU) des établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Le directeur général, Martin Hirsch, dont la longévité à la tête du plus grand centre hospitalier universitaire d'Europe ne s'explique que par sa soumission aux injonctions ultralibérales des gouvernants dont il est le serviteur zélé, pensait poursuivre, sans encombre, son plan social de suppression de postes, 1000 par an.

700 emplois à créer pour assurer la sécurité des soins

C'était sans compter sur la résistance de soignants, attachés à leur mission de service public. En effet, les urgences sont en première ligne pour répondre aux besoins sanitaires de la population. Elles constituent le seul recours pour la majorité des habitants, quand la médecine libérale n'est soumise à aucune obligation de permanence des soins et valorise la carte bleue plutôt que la carte Vitale. Glorifiés quand sont pris en charge les victimes des attentats, celles et ceux qui, jour et nuit, font face à l'afflux massif de personnes nécessitant des soins, sont ignorés et peu soutenus quand surgit l'agressivité et la violence générées par l'anxiété et des temps d'attente interminables. Enfin « la perte de chance », autrement dit la surmortalité qui découle des prises en charge défaillantes du fait de l'absence de moyens humains adaptés, est niée par les autorités sanitaires.

En réponse aux premiers préavis de grève déposés, en mars et en avril, par les syndicats qui soutiennent le collectif inter-SAU constitué de porte-parole des personnels qui s'organisent, le Directeur général propose l'attribution de 45 postes, là où le référentiel de SAMU-urgences de France établit à 700 le nombre d'emplois à créer pour assurer la sécurité des soins. Le collectif revendique donc ces effectifs, une meilleure sécurisation des lieux de travail et la reconnaissance de la pénibilité particulière de leur activité, par l'attribution d'une indemnité évaluée à 300 euros.

Le mouvement fait tache d'huile et, aujourd'hui, près de 10 services sont entrés dans la danse. Une victoire serait un formidable encouragement adressé aux salariés de l'AP-HP, sur lesquelles pèse encore la défaite contre la réforme du temps de travail que ce même Directeur général a imposée en 2015. Partout, en France, des luttes sont menées. Contre la mise à sac de la psychiatrie, contre la fermeture d'une maternité, d'un service d'urgence, d'un hôpital de proximité... Elles sont nombreuses mais dispersées. Un mouvement social d'une ampleur inégalée persiste depuis plusieurs mois et s'exprime, tous les samedis dans les rues de France. L'urgence de la convergence des luttes reste d'actualité, pour faire reculer ce gouvernement et le mettre en échec. **CorrespondantEs**

GRENOBLE La municipalité « de gauche » fait expulser des sans-abris

Suite à l'occupation d'un bâtiment vide par les sans-logis et mal-logés, la ville de Grenoble fait expulser les occupants et porte plainte...

Chaque année, à l'occasion de la fin de la trêve hivernale, c'est la même litanie de chiffres et le même constat de l'inégalité devant le logement : ainsi, une institution comme la Métropole (communauté de communes de l'agglomération grenobloise) annonce près de 2000 personnes sans domicile (chiffre bas !).

C'est insupportable...

Face à cette détresse, et dans l'objectif de démontrer qu'il existe des solutions immédiates, une trentaine de sans-abris, virés pour la plupart d'un gymnase d'une commune dirigée par un maire PCF sont passés à l'action, avec le soutien des militants du Front contre les expulsions. Ils et elles ont décidé d'occuper, mardi 9 avril, l'ancien siège du Crédit agricole Sud Rhône-Alpes : un bâtiment en excellent état, vide depuis de nombreux mois et appartenant à la ville de Grenoble.



L'objectif était d'interpeller toutes les institutions : la préfecture, sur sa responsabilité en terme d'application du droit au logement, ainsi que les 49 villes de l'agglomération pour qu'elles prennent un arrêté anti-expulsions et qu'elles ouvrent en urgence des logements ou des bâtiments publics vides. Comme le répète Latifa, militante

du DAL 38 : « Ras-le-bol des discours. Nous ne partirons pas tant que nous n'aurons pas l'assurance que les gens à la rue ou les menacés d'expulsion ne seront pas relogés durablement. »

Le logement, un enjeu vital

Le maire écologiste prétendument « solidaire des sans-abris et

mal-logés » a demandé l'expulsion dès le deuxième jour. Les flics, armés de tout nouveaux flash-ball, ont déployé tout l'arsenal de la brutalité à leur disposition : gaz lacrymogène, bastonnade des militants solidaires... Résultats : des familles avec enfants nassées et une militante âgée du DAL 38 blessée. C'est pitoyable. Honte à cette majorité municipale !

Quoi qu'il en soit, la réponse collective des personnes à la rue et l'expulsion violente de l'ancien siège du Crédit agricole auront eu le mérite de remettre au premier plan la situation des sans-abris sur la Métropole grenobloise. Ensemble, nous ne lâcherons rien, ni la préfecture ni les élus locaux, jusqu'à ce qu'ils apportent des réponses concrètes aux besoins urgents de logements sociaux.

Le NPA 38 est fortement engagé dans ce combat légitime du droit au logement et apporte son soutien total aux sans-abris ainsi qu'aux militants du Front contre les Expulsions et du DAL 38. Pas un logement sans personne dedans, pas une personne sans logement décent. Pas d'expulsion sans relogement. Un toit c'est un droit ! **CorrespondantEs**

la durée, permettant ainsi à la grève de devenir active jour après jour et de pouvoir s'étendre. La politique de l'intersyndicale, quant à elle, a été de couper court à toute velléité de sortir des clous de journaux saute-mouton mais ce n'est ni étonnant ni nouveau.

Coordonner, reconduire

Il n'y a pas eu de tentative réussie à ce stade de construire des cadres de coordination numériquement significatifs et représentatifs d'un département ou d'une région, qui apparaissent comme assez légitimes pour commencer à donner le ton de la mobilisation.

En Île-de-France, les assemblées générales qui se sont tenues après chaque manifestation, et ont réuni parfois jusqu'à plus de 200 personnes, ont du



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

mal à trouver un rythme. Dans un certain nombre de départements, des dynamiques syndicales tendent davantage

à construire leur chapelle sous couvert de construire au plus proche des collègues et des parents en mettant

systématiquement en concurrence des AG locales avec cette AG régionale.

Ce sont ces freins qu'il va falloir débloquent à la rentrée si l'on veut avoir une chance d'obtenir une victoire.

Alors dès le jeudi 9 mai, non seulement une nouvelle démonstration de force numérique devra être réalisée, mais c'est surtout dès maintenant que doit se poser pour l'ensemble des enseignantEs du premier degré le fait de reconduire, le 10 mai, la grève, et d'avoir comme préoccupation fondamentale la coordination de toutes celles et ceux qui reconduiront ce jour-là mais aussi l'extension de la grève et son élargissement à l'ensemble des degrés du secteur.

Un mouvement de la maternelle à l'université est possible, c'est le moment de s'y mettre toutes et tous ensemble ! **Denise Sarraute**

Alors, bien sûr, les énormes assemblées générales de Nantes, d'Angers ou du Havre, les cortèges dynamiques et auto-organisés d'Île-de-France, ne peuvent cacher le fait que la mobilisation n'est pas générale et d'ampleur dans l'ensemble des villes et villages. Pour autant, il existe aujourd'hui indéniablement un socle assez significatif de personnels mobilisés qui pourrait constituer la locomotive entraînant les écoles et le reste de l'éducation dans un mouvement contre les réformes Blanquer, pour un budget à hauteur des besoins et la lutte pour une école émancipatrice.

Mais pour cela, il faut lever des obstacles. Les taux de grève ont été extrêmement élevés dans le premier degré à chaque « temps fort ». Mais aucun départ en reproductible ne s'est cristallisé sur

Féminisme

Succès de notre évènement en présence de Tithi Bhattacharya

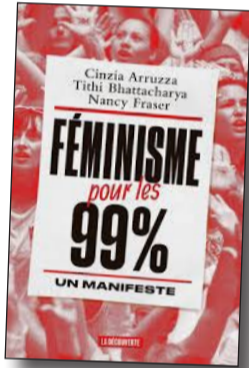
Judi 11 avril, la commission féministe du NPA organisait, avec la librairie La Brèche, une rencontre avec Tithi Bhattacharya, militante étatsunienne, organisatrice de la grève internationale des femmes et co-auteurice du Manifeste Féminisme pour les 99%.

Plus de 80 personnes sont venues assister à cet évènement placé sous le signe d'un féminisme anticapitaliste et internationaliste.

Pour une grève féministe internationale

Si la conception d'un féminisme lutte de classe et anticapitaliste a existé en France autour de grandes mobilisations, son histoire est généralement méconnue voire oubliée.

L'intervention de Tithi a permis de faire ré-émerger la question d'une grève féministe et de sa nécessité. À l'heure actuelle, les secteurs du monde du travail les plus mobilisés à l'international sont des secteurs largement féminisés, comme le nettoyage ou l'éducation. Des grèves apparaissent également pour le droit à l'avortement et contre les violences sexistes. Ce mouvement global élargit la vision du féminisme et dessine les contours de notre objectif : construire, à travers la grève des femmes, un mouvement d'ampleur contre le capitalisme, le racisme et le patriarcat.



Un moment d'échange pour l'ensemble du milieu féministe

L'un des aspects intéressants de la discussion est qu'elle a réuni des militantEs de toutes les générations ; qu'elles aient connu le cycle de lutte des années 1970, les grandes grèves de 1995, ou qu'elles militent aujourd'hui sur leurs facs ou dans de jeunes collectifs. Les discussions se sont poursuivies de façon chaleureuses autour d'une collation, l'occasion pour nous d'échanger sur les tâches militantes collectives qui nous attendent.

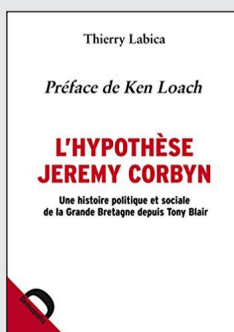
Du courage pour la suite

La réussite de cet évènement donne du courage dans la construction d'un mouvement féministe en France. Pour préparer la grève du 8 mars 2020, il nous faudra investir tous les cadres d'organisation, toutes les AG, comme celle qui aura lieu le 29 avril à la Bourse du Travail de Paris. Nous prévoyons également de prochaines rencontres avec des féministes marxistes venues d'ailleurs. Nous les attendons avec impatience!

Commission d'intervention féministe région parisienne

LES RENCONTRES DE LA BRÈCHE

L'Hypothèse Corbyn – Rencontre avec Thierry Labica VENDREDI 19 AVRIL À 18 H



Rencontre avec Thierry Labica autour de son livre *L'Hypothèse Corbyn. Une histoire politique et sociale de la Grande-Bretagne depuis Tony Blair*. Préface de Ken Loach. Librairie La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris, M° Daumesnil.

Plus que le temps de s'ennuyer pour les révolutionnaires avec le soulèvement en Algérie et les manifestations de solidarité tous les dimanches en France, la mobilisation des Gilets jaunes envahissant les rues tous les samedis, les protestations mondiales pour le climat occupant les vendredis, et on serait presque prêt à ajouter un nouveau jour pour les grèves d'enseignantEs.

Rouges, jaunes, et verts

La résolution adoptée affirme, par rapport au mouvement des Gilets jaunes, qu'« en tant que jeunes militants révolutionnaires, nous nous inscrivons pleinement dans ce mouvement et ses échéances. Nous y intervenons pour défendre nos idées et nos perspectives afin qu'il aille le plus loin possible, ce qui passe notamment par sa coordination et le renforcement de son caractère de classe. » Après l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire, il semblait important de débattre des prochaines échéances les 20 et 27 avril avec montées sur Paris, ainsi que du 1^{er} Mai. De nombreux camarades ont mis en avant le fait que le mouvement des Gilets jaunes, en lien avec d'autres mobilisations, est une épine dans le pied du pouvoir, malgré la répression inédite dont sont victimes les protestataires, et les politiques de dispersion, notamment de la part des directions syndicales.

Les manifestations lycéennes du vendredi, avec à nouveau des milliers de lycéenEs dans la rue le 12 avril, ont rappelé que les

Secteur jeune du NPA

Des manifestations trois jours par semaine (au minimum)

Le Secrétariat national jeune des 13-14 avril a permis d'échanger sur la situation politique tout en faisant une pause le samedi après-midi et en finissant tôt le dimanche...



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

manifestations pour le climat continuent tandis que « les organisateurs officiels issus d'associations environnementales » ayant leur propre agenda « imposent un rythme qui n'a rien à voir avec "l'urgence" écologique avec une prochaine date [...] le 24 mai – deux jours avant les européennes ». Il est utile de se saisir de toutes les opportunités pour dénoncer l'irresponsabilité environnementale des entreprises

et des gouvernements, notamment dans les manifestations du vendredi 19 avril et dans celle du 4 mai contre les puissances impérialistes réunies à Metz pour le G7. Toutes les initiatives sont bonnes à prendre et « nous défendons auprès des jeunes, si l'occasion se présente à la faveur d'un regain de la mobilisation, le fait de s'organiser à la base et de se coordonner pour décider eux-mêmes des suites de leur mouvement. »

Européennes : défendre nos idées, voter LO et construire le NPA

La résolution majoritaire l'indique : « Le NPA jeunes participera pleinement à la campagne de construction du NPA qui se déroulera pendant [la campagne des européennes] malgré l'absence de liste : c'est une opportunité pour défendre nos idées auprès d'une large frange de la jeunesse et de recruter une nouvelle génération de révolutionnaires. Nous appelons donc les comités jeunes à organiser partout des réunions publiques, à toutes les échelles, avec ou sans porte-parole et à participer activement à cette campagne en rendant le NPA jeunes visible à toutes les réunions publiques et tous les meetings organisés par le parti. » Une motion adoptée à l'unanimité complète ces orientations en pointant la nécessité d'une « campagne active pour défendre l'intégralité de nos idées » et d'appeler à « voter Lutte ouvrière car c'est la seule candidature révolutionnaire et internationaliste. » Alors que du Soudan à l'Algérie, des travailleurEs se soulèvent, les perspectives révolutionnaires sont bien celles à mettre en avant.

Selma Timis

NPA

Réunion de la commission nationale immigration-antiracisme

Une très bonne réunion, organisée les 13-14 avril, avec une dizaine de villes représentées.

Nous avons commencé avec un retour sur les marches du 16 mars. Sur Paris, la préparation de cette manifestation a été plus compliquée que le 18 décembre. L'appel commun lancé par la Marche des solidarités et d'autres collectifs, contre les violences policières et le racisme d'État, n'a pas été suivi par la CGT (problème avec la notion de racisme d'État) ni par Ensemble. De plus, le même jour, manif Gilets jaunes et climat. La Marche des solidarités a contacté les deux autres manifs pour qu'elles se rencontrent. Bilan positif : 10 000 personnes et une convergence des cortèges sur une partie du parcours. Au passage, à Barbès, ovations des AlgérienEs. À République et à Stalingrad, prises de parole communes de Greenpeace et de représentantEs des collectifs contre les violences policières. Multitude d'initiatives : un débat dans un foyer du 20^e, une déambulation dans le 18^e avec rencontre des salariéEs d'EDF en grève qui occupaient une boutique EDF pour protester contre sa fermeture. De rares manifs dans d'autres villes. À Grenoble où il s'agissait d'une

manifestation régionale, il n'a pas été possible de converger avec la manif Climat, manif très grosse avec 15 000 personnes environ. L'ambiance sur la ville était tendue avec la mort récente de deux jeunes poursuivis par la police. Des représentants des familles et des membres du FUIQP étaient invités à prendre la parole dans la manifestation contre les violences policières et le racisme d'État. Ce qui paraissait impossible dans la manif climat, les organisateurs souhaitant garder le caractère large et peu polémique de celle-ci. Du coup, il y a eu deux manifs. D'autres initiatives ont été discutées. À Paris, le 3 avril, la campagne « Égaux/Égales, personne n'est illégal » a été lancée. Une campagne avec la CGT, Solidaires, des collectifs de sans-papiers pour la régularisation de tous les sans-papiers. Pour cela, organiser des rassemblements devant les préfectures, recenser ceux qui travaillent en vue d'actions, soutenir l'idée d'une grève de sans-papiers. Beaucoup d'activités de solidarité sont en cours, contre la fin de la trêve hivernale avec occupation (Grenoble), occupation d'un gymnase (Metz), pour les demandeurEs d'asile (Strasbourg), sur les MNA à Beauvais ou Rouen, etc. Nous avons également discuté autour du thème de l'islamophobie, après un exposé de notre camarade Julien Salingue.



Les comités en action !

Mercredi 1er mai
FÊTE ANTICAPITALISTE

À PARTIR DE 12h

Buvette
* Barbecue
* Repas vegan

Dans la salle et jardin de l'ARES
10 rue d'Ankara
Strasbourg ESPLANADE NPA67
Contact : npa67@free.fr

Fête
Débats, meeting, repas, concert avec KinKeliba

Samedi 18 mai
de 15h à 24h
Salle Festive Saint Etienne du Rouvray

Justice sociale, urgence climatique, c'est le système qu'il faut changer

Avec Philippe Poutou

Fête des anticapitalistes de Haute Savoie
organisée par le NPA74

samedi 4 mai 2019 / 17H

Rencontre avec **Philippe POUTOU**

suivie d'une soirée **Crêpes & Concerts**

NPA Salle des Eaux-et-Forêts 118 Boulevard du Fier - Annecy

Green's Field (Mouvement Citoyen) & **Jahhassa** (Boutique Breznev)

FÊTE ANTICAPITALISTE TOULOUSE - SAM. 18 MAI 2019

AVEC :
OLIVIER BESANCENOT
YOUCEF BRAKNI (COLLECTIF ADAMA TRAORÉ)
JEAN-MARC ROUILLAN, EMMA...

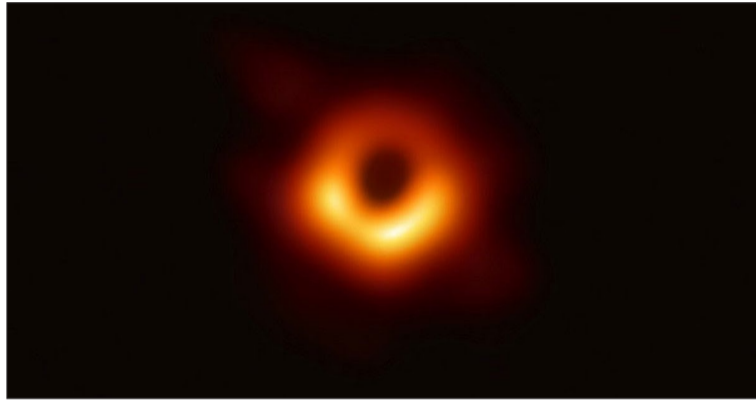
ET EN CONCERT :
ZOMPA FAMILY SKA/PUNK PERPIGNAN
KALUNA TRIO GUITARE TOULOUSE

Sciences

Les lumières d'un trou noir

Ce que j'admire le plus dans votre art, dit Albert Einstein, c'est son universalité. Vous ne dites pas un mot, et pourtant le monde entier vous comprend. C'est vrai, réplique Chaplin. Mais votre gloire est plus grande encore : le monde entier vous admire, alors que personne ne vous comprend.

Pourquoi un tel remue-ménage journalistique au sujet du trou noir M87* de la galaxie Messier 87 ? Non seulement la reconstruction photographique d'un trou noir est un défi qu'on pensait impossible, mais surtout elle confirme les théories d'Einstein, y compris sur des échelles de distance gigantesques. Et peut-être aussi, comme l'indique l'exergue, parce que subsiste une fascination populaire pour tout ce qui touche à Einstein.



DR

Qu'est-ce qu'un trou noir ?

Contentons-nous d'une explication naïve¹. Si on lance un caillou en l'air, il retombe à cause de la gravitation créée par la masse de la Terre. Mais si on lui communique une vitesse initiale de plus de 40 000 km/h, il ne retombera plus et s'éloignera indéfiniment. Cette vitesse appelée « vitesse de libération » est d'autant plus grande que la masse de la planète de départ est importante : à partir du Soleil elle serait de plus de 2 millions de km/h. Mais que se passerait-il sur un astre suffisamment massif pour que cette vitesse dépasse celle de la lumière ? Comme cette vitesse ne peut jamais être atteinte, rien ne pourrait donc s'en échapper. C'est sûrement le cas de M87* dont la masse est 6,5 milliards de fois celle du Soleil.

Laplace faisait la remarque suivante : « Un astre lumineux, de la même densité que la Terre, et dont le diamètre serait 250 fois plus grand que le Soleil ne permettrait, en vertu de son attraction, à aucun de ses rayons de parvenir jusqu'à nous. Il est dès lors possible que les plus grands corps lumineux de l'univers puissent, par cette cause, être invisibles. »

Pour un texte écrit en 1796, n'est-ce pas splendide ? Mais comment photographier de l'invisible ? On ne le peut évidemment pas, mais ce sont les particules qui vont être englouties par le trou noir, intensément chauffées, qui émettent une lumière (courbée par le champ intense de pesanteur de M87*). C'est ce que montre la photo.

Une prouesse technique au défi de grandeurs astronomiques

La voie lactée est « notre » galaxie, une parmi tant d'autres puisqu'on en a recensé plus de 100 milliards, comprenant chacune plus de 200 milliards d'étoiles³. Au centre de beaucoup d'entre elles, on pense qu'existe un trou noir massif. Celui de la galaxie Messier 87 a un diamètre – qu'on peut juger gigantesque – de 40 milliards de km ; mais comme il est situé à 53 millions d'années-lumière de la Terre, on le voit aussi petit qu'un cheveu sur la Lune...

La photo n'a donc pas été prise avec un appareil muni d'un gros téléobjectif, mais résulte de la « vision » d'une antenne virtuelle de

la taille de la Terre qui combine des signaux radio à haute fréquence. Ces signaux sont reçus par huit stations radio-millimétriques réparties sur quatre continents. Et chaque observatoire comporte une horloge atomique pour permettre de suivre le même astre en même temps, à un dix millièmes de milliardième de seconde près !

Quel intérêt ?

La même question s'était posée pour la découverte du boson de Higgs ou des ondes gravitationnelles⁴. Nous avons répondu qu'il n'y avait jamais de progrès décisif dans la connaissance qui ne soit suivi tôt ou tard – et de façon non prédictible – d'implications pratiques. Dans le cas de la photo de M87* il s'agit d'une confirmation supplémentaire forte de la théorie de la relativité générale au moment où les mystères de la matière et de l'énergie noires en justifient une relecture critique. Est-ce utile de rappeler que cette théorie qui paraît bien abstraite est, entre autres, indispensable au fonctionnement de nos téléphones portables ?

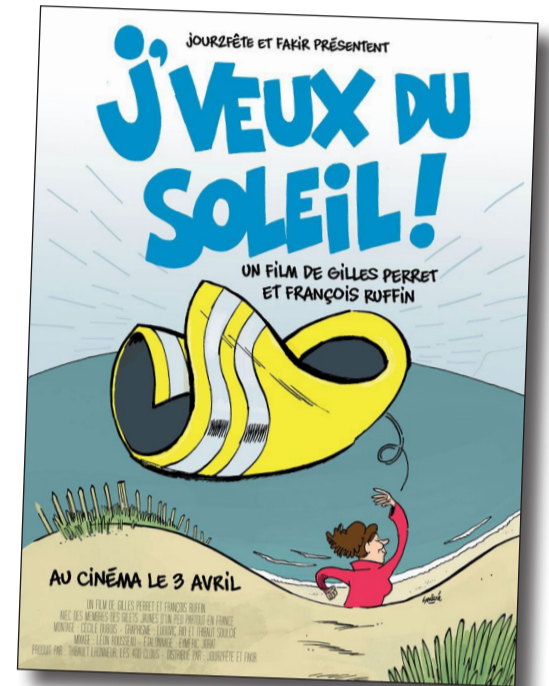
Hubert Krivine

- 1 – En fait la bonne compréhension de ce qu'est un trou noir requiert la théorie de la relativité générale, voire de la mécanique quantique. On vous l'épargnera ici.
- 2 – C'est-à-dire 16 millions de fois plus massif, puisque la masse d'une sphère varie comme le cube de son rayon [ndlr].
- 3 – Dont on peut supposer que chacune est entourée d'un système planétaire (les exoplanètes). Rien que notre galaxie contiendrait de l'ordre de 100 milliards de planètes. On est loin des quelques exoplanètes découvertes dans les années 1990 !
- 4 – Voir L'Anticapitaliste hebdo du 27 février 2016 et du 27 mars 2018.

Cinéma

J'veux du soleil, de François Ruffin et Gilles Perret

Documentaire français, 1h16 min, sorti le 3 avril 2019.



Que des fachos ? Des antisémites ? Une bande d'ultra-violents ? Les étiquettes pour délégitimer les Gilets jaunes ne manquent pas et ont été abondamment relayées. Le mérite du film de Gilles Perret et François Ruffin est de battre en brèche toutes ces caractérisations, en offrant un condensé du mouvement des Gilets jaunes tel qu'il est, à savoir tourné contre le fait de ne pas pouvoir vivre décemment, alors qu'une minorité s'empiffre, et contre le vernis démocratique d'une société où la majorité n'a pas voix au chapitre.

Ils et elles relèvent la tête

Début décembre, les deux réalisateurs ont dit chiche. Ils ont pris une caméra et sont partis en voiture faire leur tour de France des ronds-points occupés, de la Picardie aux Bouches-du-Rhône. Après un montage express, le film relate ce voyage en alternant les discussions sur les ronds-points et les entretiens faits avec des Gilets jaunes chez eux : des intérimaires, des retraités, des petits artisans, qui ne s'en sortent pas. Pas toujours de quoi manger à la fin du mois. Pas de quoi se chauffer. Le film montre aussi la culpabilité et l'isolement social que cette pauvreté peut engendrer.

Mais le documentaire ne tombe pas pour autant dans l'écueil du misérabilisme, car ces Gilets jaunes relèvent justement la tête. Pour beaucoup, c'est la première fois qu'ils et elles découvrent la lutte collective et se rendent compte que leur sort n'est ni inéluctable ni une question individuelle. L'émotion des témoignages se conjugue ainsi avec une véritable joie et une bonne dose d'humour, portées par l'espoir que ce mouvement a avivé, celui d'enfin « vivre et non survivre ».

Il est sûr que François Ruffin fait entendre sa petite musique : si un François « proche du peuple » remplaçait un Emmanuel « déconnecté », tous les problèmes seraient résolus... Mais le documentaire dépasse ses propres réalisateurs du fait de la force même de ce mouvement profond, combatif, déterminé.

J'veux du soleil est ainsi un outil militant dont il faut se saisir, notamment en direction de toutes celles et tous ceux qui ne sont pas – encore ? – en gilet jaune : attention, il est porteur du virus !

Boris Leto

Essai

Alain Bihr publie le tome 2 de sa somme sur la transition du féodalisme au capitalisme en Europe occidentale. Dans cette évolution, il donne un rôle essentiel à l'expansion commerciale et coloniale outre-mer à laquelle était consacré le tome 1, dont nous avons rendu compte en septembre 2018¹. En effet, pour l'auteur, « la constitution du capitalisme comme réalité mondiale est, non pas le point d'arrivée de l'histoire du capitalisme, mais son point de départ ».

Bouleversements en Europe occidentale

Le tome 2 décrit l'ensemble des bouleversements que connaît l'Europe occidentale du début du 15^e siècle à la fin du 18^e siècle, bouleversements qui concernent les structures et pratiques économiques, sociales, politiques et culturelles. Durant cette période, les techniques de production évoluent, des manufactures se développent mais le capital industriel reste largement minoritaire et faible par rapport au capital commercial. Il s'agit d'une période de transition, un « proto-capitalisme », où se mêlent l'ancien et le nouveau. Si avec la montée de la bourgeoisie s'engage l'évolution d'une société d'ordres vers une société de classes, la noblesse parvient à maintenir ses privilèges tout en tentant, pour une part, de s'insérer dans les nouveaux mécanismes économiques et sociaux. L'État se préoccupe d'économie,

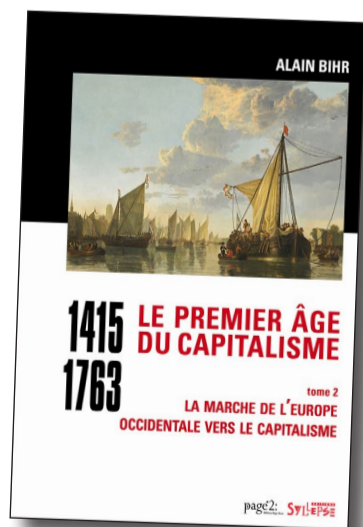
La Marche de l'Europe occidentale vers le capitalisme, d'Alain Bihr

Le premier âge du capitalisme, tome 2, Page 2-Syllepse, 808 pages, 30 euros.

les monarchies absolues privent la noblesse de son pouvoir politique mais en même temps garantissent son statut social et sa domination sur la paysannerie, ce dont la bourgeoisie ascendante doit s'accommoder. Les sciences, la culture s'affranchissent de plus en plus de l'emprise de la religion catholique mais celle-ci ne désarme pas.

Montée de l'emprise de la bourgeoisie sur le pouvoir politique

Ce processus de transformation n'a rien d'une évolution « naturelle ». Il est loin d'être pacifique, non seulement les États européens se font la guerre, mais ils sont déchirés par des conflits internes souvent sanglants : révoltes paysannes, émeutes urbaines (auxquelles s'associe, de façon subordonnée, le prolétariat en formation), conflits religieux, révoltes nobiliaires. Mouvements où s'entremêlent les déterminants mais dont l'enjeu ultime est le plus souvent la montée de l'emprise de la bourgeoisie sur le pouvoir politique et ses implications. Ensuite, Alain Bihr insiste, à juste titre, sur le rôle de l'État



dans la genèse des conditions de la dynamique précapitaliste : l'économie de marché n'est nullement naturelle, il faut que soient levés les obstacles à la « libre-entreprise ». Durant ces siècles, l'ancien n'en finit pas de mourir tandis que le nouveau peine à le submerger. Le troisième tome montrera comment du double processus précédemment décrit (expansion extérieure et transformations internes) naît le monde proprement capitaliste.

Dans cette somme (le tome 1 compte 700 pages et le deuxième 800), les lecteurEs peineront parfois devant la masse d'informations et de raisonnements, mais resteront admiratifs devant le travail accompli pour éclairer des transformations souvent résumées de manière trop schématique.

Henri Wilno

- 1 – <https://npa2009.org/idees/culture/le-premier-age-du-capitalisme>

LES RENCONTRES DE LA BRÈCHE

Rencontre avec Alain Bihr

JEUDI 16 MAI À 18H

Autour de son livre *La Marche de l'Europe occidentale vers le capitalisme*.

À la librairie La Brèche, 27, rue Taine 75012 Paris, M° Daumesnil.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

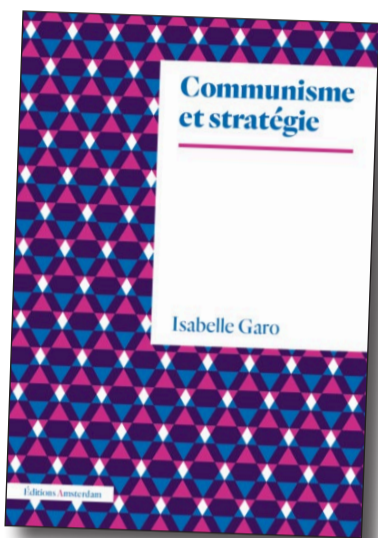
27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture : Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Pour Marx, le communisme est ce qui caractérise au présent un certain type d'intervention politique »

Entretien. À l'occasion de la publication de son dernier ouvrage, *Communisme et stratégie* (éditions Amsterdam, 336 pages, 19 euros), nous nous sommes entretenus avec la philosophe **Isabelle Garo.**



« Un des constats qui fonde la démarche de ton dernier livre est le déficit de « radicalité politique » de la critique du capitalisme et, partant, la nécessité d'une « réactivation stratégique » de cette critique. Qu'entends-tu par là ? »

Je crois que nous sommes à une croisée des chemins, qui présente des dimensions théoriques, politiques et sociales divergentes, dimensions qu'il s'agit non de confondre mais de réarticuler. Sur le terrain de la réflexion critique, on voit aujourd'hui réapparaître la question du communisme, en particulier du côté des théoriciens postmarxistes. Elle se trouve aujourd'hui retravaillée par des philosophes comme Alain Badiou, Antonio Negri, Jacques Rancière ou Jean-Luc Nancy. Dans le même temps, la portée politique de la perspective communiste ne bénéficie pas du même regain d'intérêt, c'est le moins que l'on puisse dire, tandis que, de leur côté, des mobilisations sociales parfois vigoureuses, échouent à se structurer et à vaincre.

Au total, sur le terrain social et politique, l'urgence d'une alternative se heurte frontalement à l'incapacité à la construire collectivement et aux défaites en série du mouvement ouvrier, alors que le capitalisme, entré dans sa phase néolibérale autoritaire, n'additionne plus seulement ses méfaits mais multiplie les uns par les autres ses désastres : explosion des inégalités, exploitation renforcée, combinaison des dominations et des oppressions, heurt des impérialismes, financiarisation sans frein, militarisation généralisée, saccage de la nature, domination idéologique, etc. Dans ces conditions, je crois que la résurgence du communisme sur le terrain philosophique est à considérer comme un aveu de faiblesse, mais aussi comme un atout. J'ai choisi, plutôt que de survoler ce panorama, de discuter de façon précise trois auteurs : Alain Badiou aborde en particulier la question de l'État et du parti, Antonio Negri et les théoriciens des communs celle de la propriété et du travail, Ernesto Laclau celle de la stratégie et de l'hégémonie.

« Tu proposes dans ton livre un retour à Marx, en insistant notamment sur le fait que pour lui le communisme n'est pas tant un horizon, un projet de société, qu'une (hypo-)thèse stratégique. En quoi est-ce essentiel ? »

Ma thèse est donc que les approches des auteurs postmarxistes, en raison même de leur éclatement,

contribuent à rendre à la question stratégique son actualité en soulignant l'urgence de son retour, ce que Daniel Bensaïd avait déjà dit. Se confrontant tous à Marx, de façon partielle et partielle, ils invitent à le relire sous cet angle stratégique. Et si Marx reste le penseur incontournable du capitalisme et de ses contradictions essentielles, cette relecture permet de mesurer à quel point son œuvre est habitée, innervée, par le souci constant d'intervention théorique et politique en situation.

J'ai voulu montrer que les analyses historiques et les textes militants de Marx, autant que *le Capital*, sont constamment traversés par cette préoccupation. Sa situation n'est certes plus la nôtre : loin d'y chercher des réponses définitives, il s'agit de suivre les méandres de sa propre conception du communisme comme « mouvement réel », pour en évaluer la fécondité persistante. En l'occurrence, la lecture que je propose tente de mettre en évidence une conception du communisme qui n'est pas chez lui un projet « clés en main », mais pas non plus une notion évanescence et indéfinissable. Il constitue une thèse stratégique, ce qui signifie que le terme de communisme nomme avant tout chez lui l'effort pour construire une voie politique de contestation radicale du capitalisme.

Quelles sont les contradictions du capitalisme et comment y intervenir ? Comment construire des organisations qui mènent les luttes sociales jusqu'à leur terme révolutionnaire ? Comment affronter la question de l'État et de la démocratie ? Comment composer et mobiliser les diverses forces sociales porteuses d'un projet émancipateur qui n'est pas nécessairement le même ? Revenir à Marx sous cet angle, ce n'est pas y chercher des réponses toutes prêtes, mais des questions qui nous concernent encore et des analyses qui, à certains égards, demeurent d'une fécondité sans égal.

« Pourrais-tu prendre un exemple précis ? »

Prenons celui de la propriété : cette question a toujours été au centre des courants communistes et socialistes depuis leur naissance et elle revient

au devant de la scène aujourd'hui, à travers les questions du ou des commun(s), de la gratuité, du partage, etc. Elle a aussi été au cœur du désastre stalinien. Si on relit *le Capital*, on peut mesurer à quel point la question de la propriété est conçue par Marx non selon une perspective de collectivisation mais comme le ressort d'une mobilisation au présent.

Parallèlement elle se trouve redéfinie en tant que question globale de la réappropriation. Pour Marx, au-delà de la question juridique de la propriété, la réappropriation implique la refonte des conditions de production et leur contrôle collectif, mais elle vise fondamentalement le développement des capacités individuelles. Les rapports sociaux capitalistes appliquent par la violence leur forme à une activité dont les résultats mais aussi l'exercice se voient ainsi confisqués, cette dépossession fondamentale atteignant de plein fouet le sujet humain.

Toute la difficulté est d'en faire un objectif politique crédible et mobilisateur, or c'est précisément cette question qu'aborde Marx à la fois dans *le Capital* et dans ses textes politiques, qu'ils soient d'intervention ou d'analyse, intriquant la question des finalités à celle des médiations. Marx précisera cette analyse à l'occasion de la Commune de Paris mais aussi, de façon prospective, dans ses lettres à Vera Zassoulitch, concernant les paysans et le rôle de la commune russe traditionnelle, *l'obchtchina* ou *mir*¹. Bref, le communisme n'est pas pour lui une visée ultime, par là même inaccessible, mais ce qui caractérise au présent un certain type d'intervention politique. Et c'est cette construction de la mobilisation qui m'intéresse ici, à distance de toute définition de l'alternative qui la coupe des moyens pour y parvenir. C'est pourquoi il faut aussi revenir sur la notion de socialisme,

qui concerne le problème des médiations et des transitions.

« Dans quelle mesure la crise historique que traverse le mouvement ouvrier est-elle une opportunité pour relancer le débat stratégique ? »

Opportunité peut-être, mais urgence absolue à coup sûr. Au-delà des moyens de la conquête du pouvoir, le terme désigne l'invention de médiations débordant une telle conquête, visant à échapper à l'étatisation et au retournement des moyens en finalités. La stratégie concerne donc les formes d'une mobilisation collective à organiser dans la durée, mais elle désigne aussi bien une réflexion critique qui combine l'analyse historique à l'élaboration d'une conscience partagée, démocratique et en débat, cette dernière accompagnant l'intervention politique pour la contrôler et la réajuster à des finalités qui s'élaborent elles aussi à mesure. C'est d'une stratégie située à un tel niveau d'exigence dont nous avons le plus urgent besoin désormais. Il faut ajouter que les dominations subjectivement subies et rejetées, en tout premier lieu le racisme et le sexisme, alimentant des colères aussi puissamment individuelles que globales, stimulant l'analyse et le débat collectif en même temps que de nouvelles solidarités, sont aujourd'hui au nombre des foyers les plus vivants de la riposte sociale et politique. Pour le dire vite, il est stratégiquement décisif d'œuvrer à ce que toutes les luttes sociales renvoient aux contradictions essentielles de la formation capitaliste à l'époque néolibérale, afin que ces mobilisations contribuent à une alternative commune qui sera un résultat, non un préalable abstrait.

Propos recueillis par Julien Salingue

1 — On pourra lire à ce propos Karl Marx, Michael Löwy, Pier Paolo Poggio et Maximilien Rubel, *Le dernier Marx, communisme en devenir*, Paris, Eterotopia, 2018 (NDLR).

L'image de la semaine



Vu ailleurs

JO NUCLÉARISÉS. Dans la gare de Fukushima, on décompte les jours. Deux écrans noirs dans un cube blanc sur lesquels sont affichés les jours restants avant le commencement des jeux Olympiques sont comme deux orbites béants d'un crâne vide. L'enthousiasme sportif laisse place à la colère ravivée des habitants à la face desquels on impose l'oubli. Pourtant, l'une des plus grandes catastrophes nucléaires mondiales est toujours bien présente.

Les chiffres du temps tentent de remplacer ceux de la mesure de la radioactivité. Le taux de radioactivité ambiant ne s'affiche plus sur les compteurs installés en ville, d'autres ont été retirés. Toutes les traces visibles du désastre, pourtant présent, sont anéanties une à une. Les villes de l'ancienne zone d'évacuation autour de la centrale sont successivement rouvertes à l'habitat. [...]

De Namie, notre voiture traverse la route 114 en direction de la ville de Fukushima. À quelques kilomètres de la côte, après être rentrés dans la zone montagneuse, nous ressentons des fourmillements dans les jambes, une sensation que je ne connais que trop pour avoir parcouru ces zones de nombreuses fois après le désastre. Alors que je conduisais, je demande à mes acolytes d'allumer mon compteur Geiger Radex. Nous mesurons 5 microsievert/h sur cette route ouverte au cœur de l'ancienne zone d'évacuation excédant plus de 38 fois la dose admise internationalement pour la population. Si un tel taux se mesure alors que nous nous déplaçons en voiture à vive allure, combien pouvait-il y avoir dans les montagnes environnantes ? [...]

Bientôt, la foule en liesse des étrangers viendra applaudir les jeux Olympiques qui s'ouvriront à Fukushima pour fêter les prouesses d'institutions internationales qui auront osé construire l'oubli. Faire comme si de rien n'était à Fukushima et proclamer, de nouveau, le nucléaire comme l'énergie propre de demain alors que la contamination est encore détectée jusqu'en Alaska, alors que du plutonium a été prélevé dans les rivières d'Iitate (village ouvert à l'habitat) à 60 km de la centrale. Le vent de positivisme érase la mémoire pour rendre l'être résilient au pire. Le terrain est désormais préparé pour la prochaine catastrophe nucléaire.

Cécile Asanuma-Brice, « Fukushima (en attendant la prochaine catastrophe nucléaire), tout doit disparaître ! », blog sur libération.fr, 8 avril 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 10 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org